

TROISIEME PARTIE

ANALYSE ET CONCEPTION DU SYSTEME D'INFORMATION

TROISIEME PARTIE : Analyse et Conception du système d'information

Chapitre I : Analyse du système

Depuis l'adoption de la loi foncière du 23/12/98, l'orientation du SIF a évolué vers l'encadrement et l'assistance à la délivrance de certificats fonciers dans le cadre d'une démarche d'accession à la propriété.

Ce travail a été réalisé grâce à des entretiens individuels et des réunions de conception. Il s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'analyse pratique et opérationnelle des besoins. Après l'identification des utilisateurs du SIF, nous présenterons la liste de leurs besoins dans le cadre de la loi, puis dans un cadre plus général de Système d'Information.

I-1 : Les acteurs du SIF

I-1-1 : Gestionnaires du SIF

MINAGRA : le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et ses différents services et directions (DDA, DRA, DRADR)

I-1-2 : Les utilisateurs du SIF

- MINAGRA
- Ministère de l'Économie et des Finances : Conservation Foncière et Cadastre (DGI),
- Autres Ministères : Ministère de la Construction et de l'Environnement, Ministère de la Décentralisation, Ministère des Infrastructures Économiques.
- Bureaux d'Études : (BNETD, autres)

Dans la suite de ce rapport le terme '**Utilisateurs**' concernera les gestionnaires (MINAGRA) et les utilisateurs des produits du SIF.

I-2 : Les besoins exprimés

Les besoins (informations qualitatives, quantitatives et cartographiques) peuvent être classés dans deux catégories :

- besoins liés à l'application de la loi foncière
- besoins liés à la cartographie et à l'environnement général, cela concerne : l'agriculture, l'occupation du sol, la valorisation foncière, la sociologie, la démographie, ...

I-2-1 : Application de la loi foncière

Dans un premier temps, l'utilisateur du SIF sera le MINAGRA à qui il incombe de piloter et de gérer l'application de la Loi Foncière du Domaine Rural dans le cadre de la mission qui lui a été confiée pour une meilleure sécurisation foncière.

Dans un deuxième temps, les services de la DGI (Ministère de l'Économie et des Finances) prendront en charge les dossiers produits.

Pour ces deux administrations les besoins sont globalement assez peu différents, les procédures de délivrance du Certificat Foncier et du Titre Foncier répondent aux mêmes besoins d'identification du demandeur, de délimitation du bien, de publication, de validation, etc. Toutefois les moyens et les méthodes diffèrent et le détail des procédures révèle de nombreuses spécificités.

I-2-1-1 – Les besoins du MINAGRA

I-2-1-1-1 : La constitution des dossiers

Les informations nécessaires à la délivrance du certificat foncier concernent l'identification du demandeur et des personnes concernées par l'enquête, la description et la localisation du bien à attribuer et la liste des occupants.

La partie technique du dossier consiste en un plan de levé des limites de terrain réalisé par des Opérateurs Techniques.

Le dossier comporte également certaines pièces déclaratives signées par leurs auteurs.

I-2-1-1-2 : La liste des Opérateurs Techniques Agréés

Le demandeur de certificat foncier doit choisir un Opérateur Technique pour la délimitation du bien. Une liste d'OT agréée par le MINAGRA devra être constituée.

I-2-1-1-3 : Les données existantes du PFR

Le MINAGRA souligne que la Loi foncière est un héritage du Plan Foncier Rural. Les résultats du Plan Foncier Rural sont de plusieurs ordres, il a permis notamment de :

- confirmer le besoin des exploitants agricoles de clarifier et de formaliser leur situation, de délimiter et d'enregistrer leur exploitation,
- confirmer l'intérêt d'une telle reconnaissance par la communauté villageoise,
- tester une méthode de délimitation de terroir,
- récolter un grand nombre d'informations (plans de délimitation, enquêtes, etc).

Dans les terroirs de la zone PFR, les parcelles d'exploitation ont été délimitées, elles devraient coïncider dans la majorité des cas avec les parcelles foncières. Toutefois les produits cartographiques du PFR ne peuvent suffire car il est dorénavant nécessaire de réaliser un bornage et d'avoir une précision géographique de 1 mètre. Ces données (cartes, enquêtes) constituent néanmoins une source d'information qu'il conviendrait de valoriser.

I-2-1-1-4 : La Consultation du cadastre

Avant toute démarche de délivrance de Certificat Foncier (CF) dans un terroir, une recherche devra être effectuée auprès du cadastre afin d'identifier les éventuels titres fonciers existants (déjà immatriculés). En effet, il convient de ne pas immatriculer deux fois les mêmes parcelles et de soustraire la superficie des parcelles déjà titrées de celle du terroir.

I-2-1-1-5 : La constitution de la DRADR

Avant toute démarche de délivrance de CF dans un terroir, une consultation de la DRADR permettra d'identifier les Concessions actives du Domaine Foncier Rural (concessions à titre provisoire sous réserve de droit des tiers, concessions provisoires pures et simples). La consolidation d'une concession ne passe pas par la délivrance d'un CF. Le titulaire de la concession dispose d'un délai de 3 ans pour demander l'immatriculation du bien.

I-2-1-1-6 :Retour d'informations du cadastre

Après la délivrance du Certificat Foncier puis du Titre Foncier, la gestion de la parcelle est réalisée par la DGI qui en suit, grâce aux notaires, toutes les mutations (ventes, héritages, ...). Afin de pouvoir maintenir la cohérence de ses bases de données et de coller à la réalité terrain, le MINAGRA souhaite être informé de tous ces changements.

I-2-1-1-7 : Veille foncière

Après délivrance du Certificat Foncier, le MINAGRA doit tenir à jour le dossier foncier jusqu'à la demande du Titre Foncier ou jusqu'au terme de sa validité (3 ans). Il faut donc mettre en place des procédures administratives et techniques de mise à jour des dossiers (déclenchées par un demandeur) par l'intermédiaire des Comités Villageois et/ou des Commissaires Enquêteurs.

I-2-1-2 : Les besoins du cadastre

Sur requête du titulaire du Certificat Foncier, la DGI instruit les procédures de délivrance du Titre Foncier. La première étape concerne la création du Dossier Technique (un dossier par Titre Foncier) qui est constitué des documents suivants :

- Le plan avec les coordonnées des points de la parcelle foncière, ainsi que les angles et distances entre points. Le plan doit également indiquer les parcelles du domaine public de l'État (routes, voies ferrées, lignes électriques haute et moyenne tension, fleuves, rivières, lagunes, lacs, cimetières...), ainsi que les principaux équipements publics (marchés, écoles, dispensaires) et les détails topographiques intéressants.
- Les références administratives (code commune, code ville, code section, ...).
- L'identité du demandeur (nom, adresse, filiation...).
- Le numéro du compte contribuable (si le demandeur est déjà propriétaire ou s'il est connu des services fiscaux).
- La valeur vénale de la parcelle ainsi que les droits et charges qui la grèvent.
- Les cultures pérennes sur la parcelle (limites et surfaces).
- La liste des riverains avec l'utilisation des terres.

Une partie de ces informations est recueillie lors de la création du dossier de certification et une autre partie concerne l'administration fiscale : numéro du compte contribuable, valeur vénale, liste des riverains, ...

I-2-2 Cartographies et Bases de données

I-2-2-1 : Cartographie

La Côte d'Ivoire ne dispose pas de cartographie récente à moyenne échelle (du 1/25 000 au 1/100 000) sur l'ensemble du pays.

Les cartes au 1/50 000 ne couvrent pas la totalité du territoire, et les cartes au 1/200 000 (couverture totale) datent des années 1962 à 1970. Seule la carte au 1/500 000 a été numérisée par le BNETD/CCT.

Plusieurs interlocuteurs (du MINAGRA notamment), insistent sur la nécessité de disposer dans le SIF d'une cartographie à moyenne échelle (au moins 1/50 000^e) afin de localiser, à l'intérieur des terroirs, les informations importantes. Ces informations sont nécessaires à la lecture d'une cartographie cadastrale, mais également pour des projets et études diverses. Il s'agit de positionner essentiellement le réseau des voies de communication, le réseau hydrographique et les zones habitées. Une cartographie complète et à jour de la Côte d'Ivoire au 1/50 000 ou au 1/100 000 serait un outil essentiel pour l'administration, les bureaux d'études, les aménageurs, les entrepreneurs...

Le projet pilote de la délimitation de 171 terroirs (BNETD/CCT & BNETD/PFR) prévoit la réalisation partielle d'une telle cartographie (cf. Convention de l'opération pilote). Si cette expérience est concluante, sa généralisation permettra de constituer une première base de données à l'échelle nationale.

I-2-2-2 : Bases de données

De manière unanime les interlocuteurs ont souligné la difficulté à disposer d'informations sur la Côte d'Ivoire. Le pays ne dispose pas de véritables bases de données nationales dans les domaines de la sociologie, de la démographie, des équipements scolaires et sanitaires, de l'occupation du sol, des ressources en eau, etc. Les données disponibles sont généralement soit très localisées et à des échelles très grandes (1/2 000 pour les études d'impact de projet routier réalisées par BNETD/DERN), soit au contraire à des échelles trop petites. Ces interlocuteurs ont exprimé leur vif intérêt vis à vis du SIF et des enquêtes de terrain qui, à leurs yeux, sont une opportunité unique pour combler une partie de cette lacune en informations.

Au niveau du BNETD, la référence historique (récente) est le PFR. Toutefois, les dix années précédentes (période de développement du PFR) ont permis de mettre en évidence la difficulté à collecter et à exploiter certaines données.

Les interlocuteurs désignés du projet SIF sont demandeurs de données essentielles comme l'occupation du sol et les natures de culture des parcelles mais également :

- les aspects socio-économiques,
- les équipements des villages : écoles, dispensaires, puits, activités artisanales, exploitations industrielles, ...
- les infrastructures routières,
- le potentiel des sols, la nature du sous-sol,
- les informations climatiques (agro-climat), etc.

Indépendamment du coût, la collecte de ces informations nécessiterait de surmonter de nombreuses difficultés.

Afin d'analyser des données pouvant figurer dans le SIF, on énumère ci-après les besoins exprimés par les différentes structures ou projets désignés par le MINAGRA/PNGTER.

I-2-2-3 : l'ANADER (MINAGRA-ANADER)

L'Agence Nationale d'Aide au Développement en Environnement Rural agit dans le cadre du PNGTER, son action s'étend sur 10 départements, l'unité géographique d'intervention étant un ou plusieurs terroirs (Pays Rural). Elle réalise des études, définit et soutient des PDL (Plan de Développement Local). Son intervention est à la fois pédagogique (mise en place, formation et suivi de cellules participatives au niveau villageois) et technique (recensements, études spécifiques, ...)

Les informations sont collectées par des Opérateurs Privés qui soumettent un questionnaire complet portant sur : la démographie, les superficies (en culture et hors culture), les infrastructures (routes, eau, dispensaires, lieux de culte, écoles). Elles sont évaluées quantitativement et qualitativement : usage, état, volume, capacité, classes de population, ratios autochtones/allogènes, etc. Des analyses spatiales peuvent être réalisées pour déterminer des critères tels que les répartitions spatiales, la proximité.

L'utilisation des données PFR est très importante pour l'ANADER, qui signale toutefois qu'elle manque d'information sur le détail de ces données et sur les zones couvertes. Les données PFR constituent une première base de connaissance du « milieu » dans lequel elle intervient et facilite ainsi le dialogue avec les villageois.

L'ANADER souhaite disposer, pour cette phase de préparation, des informations suivantes :

- superficies des terroirs, superficies par classe d'occupation du sol : bas-fonds, zones habitées, zones cultivés, zones litigieuses,
- nom des villages limitrophes,
- nombre de campements,
- population du terroir, des campements,
- nombre de parcelles, de gestionnaires des terres, d'exploitations agricoles, de chefs d'exploitation,
- effectifs de population allogène, de population autochtone,
- liste des droits exercés,
- répartition de la population par sexe, nationalité, tranche d'âge,
- superficies par cultures.

L'ANADER serait favorable à l'insertion de ses propres données dans le SIF afin de lui apporter une plus value importante. Elle disposerait ainsi des outils d'analyse et d'édition d'un SIG (Système d'Information Géographique) au niveau départemental ou au niveau national. Cela permettrait également de structurer et de conserver les données pour des utilisations ultérieures (action de suivi du PDL et d'actualisation).

L'ANADER est un utilisateur potentiel important du SIF à condition qu'il puisse disposer des outils de consultation et d'exploitation des données, mais ces outils ne sont pas disponibles actuellement dans le PFR.

I-2-2-4 : DRADR (MINAGRA)

La Direction de la Réglementation et des Affaires Domaniales Rurales (DRADR) n'a pas de besoin en données spécifiques, elle reste toutefois un utilisateur du SIF pour les aspects purement fonciers, notamment en ce qui concerne les concessions.

I-2-2-5 : DDA (MINAGRA)

La Direction Départementale de l'Agriculture et des Ressources Animales est le service opérationnel et technique du MINAGRA. En ce qui concerne la mise en œuvre de la loi foncière les observations suivantes nous ont été communiquées :

- La DDA possède du personnel actuellement chargé de délimitation et actions diverses terrain pour répondre à des demandes d'attestation. Ces attestations sont délivrées notamment pour appuyer des demandes de bourses d'étude, d'évaluation d'exploitation, des constats de sinistre...
- La DDA souligne que la prise en compte et le suivi des exploitants sont importants pour la sécurisation foncière.
- La DDA prend conscience du rôle important qui va lui être attribué et souligne qu'il lui faudra disposer de moyens matériels et humains très renforcés pour pouvoir le remplir. (suivi des documents, déplacements sur les terroirs, enquêtes complémentaires, délimitation ou aide à la délimitation, etc ...). Parmi ces moyens figurent également la formation des équipes techniques ainsi que celle du DD à l'outil informatique.

I-2-2-6 : DRA(MINAGRA)

La Direction Régionale de l'Agriculture et des Ressources Animales est un service essentiellement administratif qui coordonne et contrôle les actions menées dans les DDA.

Les DRA hébergent actuellement les Cellules régionales de Maintenance du PFR, dépendant du PNGTER, dont les compétences pourraient être utilisées en appui technique des DDA.

I-2-2-7 : Autres Ministères

Bien que non consultés, on peut imaginer que plusieurs Ministères seraient potentiellement des utilisateurs de bases de données, qu'elles soient agro-environnementales ou socio-économiques :

- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,
- Le Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement,
- Le Ministère de la Construction et de l'Environnement,
- Le Ministère des Infrastructures Économiques

Ces ministères ne seraient peut-être pas les utilisateurs directs de telles données, mais ils pourraient faire appel à des prestataires (Bureaux d'études) pour le traitement de ces données, les analyses et les expertises.

I-2-2-8 : INS

L'institut National de la Statistique n'a pas été contacté, toutefois il est prévisible qu'il soit intéressé par toutes les démarches permettant de constituer et de mettre à jour des bases de données, qu'elles soient agricoles, économiques ou démographiques. Le dernier recensement général de population date de 1998.

I-2-2-9 : Les bureaux d'études (BNETD et Autres)

Le département DAAR du BNETD (Département Agriculture et Aménagement Rural) regroupe toutes les activités traitant du monde agricole, sa demande en données est forte et variée. Les secteurs concernés sont : les ressources animales, l'agro-industrie, les cultures vivrières, la pédologie appliquée, le contrôle des travaux d'aménagement agricole, les aménagements hydro-agricoles, etc. Jusqu'à ce jour, les données sont recueillies par des enquêtes de terrain en fonction des besoins.

La cellule PFR de la DAAR propose de recueillir des informations graphiques en plus des données foncières et des informations topographiques de localisation :

- limites de parcelles d'exploitation,
- limites des forêts classées et des forêts sacrées,
- limites des cultures pérennes,
- talus, escarpements rocheux,
- etc.

En ce qui concerne les données littérales, le PFR demande la réalisation d'enquêtes :

- démographiques, auprès des ménages de chaque terroir,
- agricoles, pour chaque parcelle exploitée,
- socio-économiques pour chaque terroir : nombre d'écoles, de salles de classes, de dispensaires, de lits.

I-3 : Analyse des besoins et propositions

Ce chapitre est le résultat de l'analyse des besoins effectuée lors de réunions de travail avec le MINAGRA/PNGTER, les représentants de la Commission Foncière et l'Équipe Intégrée Ivoirienne de conception. Il présente une organisation fonctionnelle et opérationnelle synthétique.

I-3-1 Besoins liés à la loi foncière

I-3-1-1 : Les besoins du MINAGRA

I-3-1-1-1 Organisation

Depuis la première démarche du prétendant à un Certificat Foncier jusqu'à la délivrance du Titre Foncier par le conservateur, la procédure administrative est longue. Elle nécessite l'intervention de plusieurs administrations et fait intervenir de nombreux interlocuteurs. Le dossier lui-même sera transféré plusieurs fois d'un service à un autre pour être vérifié, complété, publié et enfin approuvé.

Décentralisation

Le MINAGRA organisera les services concernés pour que les dossiers suivent les procédures établies avec une fluidité maximale. Le suivi de ces dossiers sera réalisé au niveau local, essentiellement par les DDA. Le projet complet est planifié sur 10 ans dont 5 ans prévus pour l'immatriculation des terroirs. Il concernera environ 16 000 terroirs..

Le nombre estimé de parcelles à traiter est de 58 000 par région et 19 000 par département. Un tel volume d'informations nécessite des structures décentralisées équipées en ordinateurs et en outils informatiques spécifiques pour les assister dans leurs travaux. Cela implique également des programmes de formations pour les agents concernés.

Niveau opérationnel : la DDA

La DDA est l'administration la plus proche du terrain et le rôle que lui attribue la loi foncière la place au cœur des procédures de gestion des dossiers (Certificat Foncier et Titre Foncier). La gestion administrative (suivi des dossiers) ainsi que la gestion technique (cartographie, contrôle topologique de premier niveau) lui sont confiées. Le fait de confier à une seule entité la gestion totale des données du SIF apporte des avantages certains au niveau organisationnel et technique : responsabilité non répartie, cohérence des données et efficacité. Les DDA sont donc les Centres de Gestion du SIF.

Niveau de contrôle : DRA / Centre Régional d'Appui Technique

Les Centres Régionaux d'Appui Technique, situés dans les DRA et constitués autour des Cellules PNGTER actuelles de Maintenance du PFR, seraient chargés d'assister les DDA dans la gestion des données techniques. Ils seraient également utilisés par les autres organismes chargés d'effectuer des contrôles : BNETD, Cadastre, Géomètres.

Il s'agit de réunir dans un centre, les compétences nécessaires à la garantie du respect des critères exigés par la loi foncière et les acteurs concernés. Des procédures de contrôle des données graphiques numérisées y seront mises en œuvre. Elles pourront être aléatoires ou porter sur des échantillons. La qualité du travail des Opérateurs Technique sera vérifiée : méthodes, calculs et précision. Ces vérifications contribueront à valider les agréments accordés.

Ces centres sont également chargés de régler les différents problèmes, particulièrement ceux de cohérence spatiale, qui leurs sont soumis par les DDA. Les CRAT intègrent systématiquement toutes les données graphiques numériques des terroirs qui lui sont transmises par les DDA.

Niveau de gestion centralisée : le MINAGRA

Le SIF national est hébergé au MINAGRA. Il accueille l'ensemble des données produites en DDA, fournit les outils de consultation nécessaires et organise le suivi des demandes d'immatriculation.

I-3-1-1-2 Les outils de traitement

Le MINAGRA et les services déconcentrés ont besoin d'outils adaptés à chacune des tâches suivantes :

Gestion des demandes d'enquêtes et des dossiers (DDA)

La gestion des dossiers est réalisée après une saisie informatique de la fiche de demande de Certificat Foncier. La DDA attribue un numéro au dossier qui permet également d'identifier le bien dans le terroir.

Les informations saisies sont :

- Le numéro de dossier
- La localisation administrative du bien : Région, Département, Sous-préfecture, Village,
- L'identification du demandeur : Nom, Prénoms, Année et lieu de naissance, Identité du père, de la mère, Nationalité, Profession, N° pièce d'identité, Résidence, Adresse postale,
- L'identification de l'Opérateur Technique choisi : Code OT,
- La date de dépôt de la demande de certificat.

Dans la suite de la procédure, d'autres informations seront également saisies :

- L'identification du Commissaire Enquêteur : Code CE,
- La date et le N° du Certificat Foncier délivré

La totalité des renseignements recueillis lors de l'enquête ne sera pas saisie. En effet, seul le document papier, souvent revêtu de signatures, a une valeur juridique, et toute saisie est inutile si elle n'est pas nécessaire à l'exécution de requêtes informatiques ou de traitements statistiques. Il faut également considérer que la saisie informatique engendre souvent des erreurs (erreurs de lecture, fautes de frappe). En revanche, il faudra veiller à la sécurisation des dossiers constitués et disposer de matériel d'archivage approprié.

Ainsi, le « Registre des biens fonciers », le « Registre des accords et oppositions », le « Procès-verbal de recensement des droits coutumiers », la « Fiche démographique » et l'annexe au PV « Fiche d'identification des litiges fonciers », ne seront pas saisis.

Le Commissaire Enquêteur recueille également les noms, prénoms, qualité, adresse, nationalité des occupants. Ces informations ainsi que le mode d'occupation des parcelles exploitées sont prises en charge par le SIF (cf. tableau N°4 annexé au Procès Verbal).

Suivi de l'instruction des procédures (DDA)

Etant donné le grand nombre de dossiers simultanément en circulation et de transferts d'une administration à une autre, le risque de perte est important. Les DDA ont donc besoin d'un outil qui leur permette de sécuriser ces déplacements.

Cet outil doit notamment :

- permettre de localiser le dossier (DDA, DRA, Sous-préfecture, Préfecture)
- vérifier que les délais légaux ne sont pas dépassés,
- vérifier que toutes les étapes sont réalisées.

A chaque étape de l'instruction et lors de chaque transfert de dossier, on créera une fiche informatique de renseignements comprenant les informations suivantes :

- N° de dossier,
- Etape en cours,
- Délai légal de l'étape,
- Date d'envoi,
- Destinataire,
- Date de réception (accusé de réception),
- Date de retour après avis,
- Avis favorable ou défavorable.

Le SIF assurera également l'édition automatique de certains bordereaux d'envoi.

Gestion de la date de validité du certificat

Étant donné la durée de validité d'un certificat foncier (fixée par la loi à 3 ans), il convient de disposer de fonctions permettant de signaler les certificats invalidés, les parcelles revenant alors à l'État.

Tableau de Bord (DDA, DRA et MINAGRA)

La saisie des données indiquées ci-dessus permet de constituer en DDA un outil de suivi d'avancement des dossiers. Ce tableau de bord fournit des informations qualitatives et quantitatives sur les dossiers, comme par exemple : le nombre de dossiers en cours, le nombre de dossiers par étape, la durée moyenne de l'instruction, les dossiers arrivés en fin de délai, les certificats fonciers arrivés en fin de délai, etc.

Les tableaux de bord départementaux sont transmis aux DRA et consolidés pour constituer des tableaux de bord régionaux.

Au MINAGRA, un tableau de bord simplifié permet de connaître le nombre de dossiers en cours d'instruction (nombre de demandes), le nombre de Certificats Fonciers délivrés, le nombre de dossiers en cours d'immatriculation (à la DGI) et le nombre de Titres Fonciers délivrés.

Cartographie des parcelles

La délimitation géographique des parcelles est une composante essentielle de la loi foncière. En conséquence elle doit être précise et cohérente. Pour garantir une gestion rigoureuse et fiable des données graphiques, l'utilisation d'un SIG est nécessaire. En effet le projet s'étend sur plusieurs années au cours desquelles le SIF doit prendre en compte des parcelles de plus en plus nombreuses. Ce SIG doit être délocalisé et régionalisé, notamment pour les raisons suivantes :

- simplification et réduction des transferts de documents,
- responsabilisation et motivation des structures délocalisées,
- meilleure répartition des flux de données entre les différents sites.

Le SIG doit donc comprendre les outils permettant d'introduire les levés de l'opérateur technique, de représenter les parcelles et de réaliser leurs mises à jour en cohérence complète avec les données littérales du SIF.

Lors d'une demande de Certificat Foncier, l'Opérateur Technique doit établir un plan comportant les limites de la parcelle ainsi que les détails topographiques marquants : murs de clôture, bâtis durs, puits et forages. Pour chaque bien ainsi délimité, l'OT doit fournir également un fichier informatique conforme aux spécifications qui figurent en annexe de ce document et qui feront l'objet d'un cahier des charges. Ce fichier regroupe les coordonnées des limites et des détails topographiques associés à la parcelle. C'est ce fichier, augmenté des informations littérales de la fiche d'identification, qui sera joint au dossier transmis à la DGI lors de la demande d'immatriculation.

Cas des zones PFR :

Lorsque les limites d'exploitation reportées sur les calques PFR correspondent aux limites de propriété, l'OT peut utiliser ces calques pour délimiter les parcelles foncières. Il doit toutefois fournir un fichier numérique tel que précisé précédemment.

Remarque : Les calques et les données géographiques numérisées doivent avoir été préalablement recalés dans le nouveau système géodésique de référence. Les plans recalés (ou fichiers numériques de type raster ou vecteur) seront mis à disposition de l'OT selon des modalités définies par le MINAGRA. L'OT jugera de l'opportunité d'utiliser ces informations.

Enquêtes foncières en zone PFR

Les limites d'exploitation identifiées et reportées sur les calques PFR ainsi que les résultats des enquêtes du PFR devraient permettre d'accélérer les enquêtes du Commissaire Enquêteur. Le CE disposera donc des documents d'enquêtes issus du PFR.

Délimitation des terroirs

Le prestataire retenu pour la délimitation des terroirs (a priori le CCT) fournit le fichier de points (bornes et sommets) à intégrer dans le SIF au niveau central (MINAGRA). Ce fichier informatique doit être conforme aux spécifications qui figurent en annexe de ce document et qui feront l'objet d'un cahier des charges. Les données "limites de terroir" sont ensuite transmises aux DDA pour constituer le canevas des limites de parcelles et aux DRA pour les opérations de contrôle réalisées par les CRAT.

Fond cartographique numérique au 1/50 000

Au cours de la délimitation du terroir, le prestataire constitue un fond de carte au 1/50 000. Le fichier informatique doit être conforme aux spécifications qui figurent en annexe de ce document et qui feront l'objet d'un cahier des charges. Ce fond comporte les éléments suivants :

- les routes, pistes et voies ferrées,
- les lignes haute et moyenne tension,
- les fleuves, rivières, lagunes, lacs et zones humides,
- les limites de forêts (classées et sacrées),
- les limites de zones habitées.

Cas des zones PFR :

Les informations topographiques ci-dessus sont identifiées et reportées sur les calques ou disponibles sous forme de fichier. Le prestataire retenu peut utiliser ces supports pour constituer le fichier terroir conforme aux spécifications demandées. Les calques et données géographiques numérisées doivent préalablement être recalés dans le nouveau système géodésique de référence.

Contrôle de cohérence (DDA)

Les parcelles d'un terroir n'étant pas forcément levées par un même opérateur technique, il est possible que des incohérences géométriques apparaissent. Des fonctionnalités du SIG permettent de vérifier la cohérence spatiale des entités entre elles (parcelles et terroirs). En cas d'anomalie, la DDA informe le Centre Régional d'Appui Technique (CRAT) qui devra gérer le problème. Un travail « d'ajustement graphique » entre le parcellaire et le fond cartographique sera nécessaire dans certains cas.

Suivi de l'historique (après certificat)

Tous les changements se produisant sur chacune des parcelles certifiées (modification technique, mutation...) doivent être enregistrés dans un « livret foncier » provisoire.

Des fonctionnalités du SIF prennent en charge la gestion des mises à jour successives d'un bien donné certifié, que celui-ci soit immatriculé ou non. L'historique de la parcelle « graphique » sera assuré dans la mesure du possible.

Gestion des procédures liées aux concessions de l'Etat (DRADR et DDA)

La consolidation des biens sous concession fait l'objet d'une procédure particulière ne rentrant pas dans la procédure classique de certification. Les pièces et le cheminement du dossier doivent faire l'objet d'un suivi : identification du demandeur, cartographie de la concession, vérification de la géométrie, vérification des pièces, ... jusqu'au retour de la DGI après la délivrance du titre.

Les concessions en cours de consolidation sont intégrées dans le SIF. La procédure correspondante est gérée par la DRADR, mais la réalisation « technique » est assurée par la DDA. Le plan de la concession et le fichier numérique associé doivent être réalisés par un OT en suivant les mêmes règles que celles appliquées pour l'obtention du certificat foncier. Les informations relatives au bien à « titrer » sont introduites par la DDA dans le SIF.

Intégration des données dans un site central (MINAGRA)

Les données graphiques et littérales gérées par les DDA sont régulièrement intégrées dans un site central national. Le transfert de données est assuré soit par des moyens de type télétransmission soit par l'envoi de média informatique. Le site central possède une vision globale de l'état d'avancement de la sécurisation foncière et des procédures de certification. Les utilisateurs connectés peuvent consulter les informations graphiques (SIG) et littérales (SGBD), et les analyser grâce à un langage de requêtes. Le SIF permet également l'édition de tableaux de synthèse (données agrégées), de cartes thématiques sur un terroir, un département, une région ou au niveau national.

I-3-1-2 : Les besoins de la DGI

Lors de la demande d'immatriculation, le MINAGRA transmet à la DGI les éléments du dossier en sa possession qui peuvent être utiles à l'instruction de délivrance du Titre Foncier.

I-3-1-2-1 : Les informations

Une grande partie des informations nécessaires à la DGI pour l'immatriculation ou pour la délivrance de titre foncier sera numérisée par les structures déconcentrées du Ministère de l'Agriculture (Centre de Gestion Technique). Il est donc souhaitable de favoriser les échanges de données sous forme numérique afin d'éviter les doubles saisies ainsi que les risques d'erreurs qui en découlent.

I-3-1-2-2 : L'organisation

Dès le début de l'application de la loi, les services de la DGI verront une montée en charge de leur travail d'immatriculation des terroirs qui se poursuivra par les requêtes d'immatriculation individuelles et collectives des parcelles.

Actuellement la DGI délivre environ 7 000 Titres Fonciers par an, essentiellement urbains et issus de morcellements de parcelles. La première phase induite par l'application de la loi foncière consiste à immatriculer environ 16 000 terroirs en 5 ans, soit en moyenne 3 200 par an. La deuxième phase, qui consistera à délivrer des titres fonciers, sera plus légère sur le plan procédural (morcellement), mais beaucoup plus lourde en ce qui concerne le nombre à traiter.

I-3-1-2-3 : Les outils

Échange de données informatisées MINAGRA vers DGI

Les fichiers graphiques et littéraux correspondant aux biens à immatriculer seront transmis à la DGI suivant les spécifications présentées en annexe. Pour la récupération de documents graphiques, nous retenons que le Cadastre utilise actuellement les logiciels d'Autodesk : Autocad, AutoCad World (fichiers.dwg et .dxf) et qu'il envisage de s'équiper de SIG : logiciels Autodesk ou ESRI.

Échanges de données numériques DGI vers MINAGRA

Lors du retour d'informations de la DGI vers le MINAGRA, le même fichier d'échange sera utilisé. Il contient les modifications subies par un bien immatriculé (division, regroupement, parcelle origine, propriétaire...).

Codification

La DGI n'utilise pas la codification INS pour les Villes et les Villages. Il serait judicieux d'adopter une codification identique à celle du MINAGRA afin de faciliter les échanges de données informatisées. Les références administratives utilisées dans le SIF (codes département, sous-préfecture, terroir) sont conformes à la codification INS.

I-3-2 : autres données du SIF

La réalisation d'enquêtes aussi détaillées et multi-thématiques que celles demandées par le BNETD (agro-socio-démographiques) ne peut être prioritaire pour le projet SIF compte tenu des enjeux liés à la mise en œuvre de la loi foncière.

La constitution d'une base de données géographiques comportant les limites de cultures est difficile surtout si elle nécessite une enquête sur le terrain. La méthode est trop longue par rapport à la durée de validité de telles informations, et d'une utilité faible par rapport aux moyens à mobiliser (moyens financiers et moyens humains).

Toutefois nous proposons les options ci-après.

BD occupation du sol à l'échelle parcellaire (DDA)

Le commissaire enquêteur, lors de l'enquête de recensement des droits coutumiers et d'identification des occupants, recueille également auprès des exploitants les natures de culture et les superficies exploitées.

Ces informations, saisies en DDA, contribueront progressivement à la constitution d'une base de données occupation du sol.

La mise à jour d'un document présentant la situation de référence antérieure sera demandée aux Comités Villageois. Le document corrigé permettra d'actualiser la Base de Données.

BD socio-économique des terroirs (ANADER)

Sur le même principe que celui de la BD occupation du sol, un questionnaire inspiré de ceux de l'ANADER pourra être rempli par le Commissaire Enquêteur au niveau du comité villageois. Seules les informations accessibles à un enquêteur non professionnel seront retenues. (population estimée, effectif scolaire, ...)

Régulièrement, chaque CVGFR met à jour cette fiche descriptive et la retourne à la DDA pour actualiser la Base de Données Terroir.

Cas des zones PFR :

Les résultats des enquêtes PFR utiles à l'ANADER devraient être agrégés au niveau de chaque terroir par la cellule BNETD/PFR pour être introduites dans le SIF.

I-4 : Synthèse : Fonctionnalités par acteurs

Le tableau ci dessous reprend les fonctions développées dans le chapitre précédent. Il synthétise pour chaque acteur les différentes fonctions qui lui sont affectées et propose un niveau d'équipement informatique.

I-4-1 : SIF NATIONAL MINAGRA

Le MINAGRA gère l'ensemble des données en provenance des DDA. Ces données constituent le Système d'Informations Foncières rurales et agricoles (SIF) au niveau national.

Fonctionnalités :

- Intégration de données graphiques et littérales en provenance des DDA. Ces données sont transmises par moyen téléinformatique ou par support amovible.
- Applications Graphiques et Littérales (APPGL) telles que :
 - Visualisation et consultation d'informations au niveau de la parcelle, du terroir, du département, de la région.
 - Formulation de requêtes spatiales.
 - Formulation de requêtes littérales.
 - Édition de cartes thématiques prédéfinies (ex : biens qui possèdent un certificat, biens qui possèdent un titre, classification des parcelles selon l'occupation du sol, classification des terroirs selon les équipements collectifs ou l'électricité ou l'eau, etc.)
 - Édition de plans de parcelle, de terroir, de cartes départementales, régionales.
 - Cartographie statistique au niveau départemental concernant : les CF et les titres délivrés, les équipements, les superficies exploitées et leur occupation

- Exportation de données vers la DGI : transmission des données informatisées du CF (délimitation de parcelle et détails topographiques, personnes concernées par le bien, occupation du sol),
- Importation de données depuis la DGI : récupération sous forme de fichier des résultats d'immatriculation ou de changements intervenus sur une parcelle afin de les transmettre à la DDA.
- Gestion des demandes d'immatriculation de parcelles et de terroirs issues des DDA. Cette gestion est faite par la DRADR.
- Gestion des demandes d'Immatriculation de Concessions. Elles sont initiées par la DRADR, transmises à la DDA pour instruction du dossier et retournées à la DRADR.
- Création et exportation de produits du SIF vers des utilisateurs autonomes à travers Internet (DRA, notaires, ...).
- Administration du Système d'information national (gestion, archivage)

I-4-2 : DRA/Centre Régional D'appui Technique

Le CRAT dispose des fonctionnalités graphiques lui permettant d'effectuer les contrôles. Il gère autant de « bases départementales » indépendantes que nécessaire.

Fonctionnalités :

- Prise en charge des fichiers numériques « limites de terroirs » réalisés par le CCT
- Prise en charge des fichiers numériques « fond cartographique » réalisés par le CCT.
- Prise en charge et contrôle des fichiers numériques « limites de parcelles » transmis par l'Opérateur Technique retenu.
- Validation ou invalidation des données transmises et information de la DDA concernée.
- Administration du Système d'information régional (gestion, archivage)
- Application Tableau de Bord régional

I-4-3 : DDA

La DDA gère le Système d'Informations Foncières (SIF) au niveau du département.

Fonctionnalités liées au Certificat Foncier :

- Intégration des données graphiques (terroirs, parcelles, fonds cartographiques) sous le couvert du Centre Régional d'Appui Technique (cas des zones PFR et hors PFR).
- Gestion de l'instruction du CF (demande et suivi des étapes).
- Délivrance du CF.

- Gestion des CF délivrés : suivi de l'évolution du bien à travers le livret foncier. Saisie et mise à jour des éléments codifiés du dossier (localisation, demandeur, exploitants, surfaces et occupation du sol, Opérateur Technique et Commissaire Enquêteur).
- Gestion des demandes d'immatriculation (terroirs, parcelles, concessions)
- Intégration du fichier des mises à jour par la DGI (titre, parcelles et personnes)
- Application Tableau de bord : dénombrement des CF et des TF, gestion des délais dépassés, localisation des dossiers en cours d'instruction.

Fonctionnalités non liées au Certificat Foncier :

- Création et mise à jour des données littérales de la parcelle (DDA, CVGFR, PFR)
- Création et mise à jour des données littérales du terroir (ANADER)
- Édition de document support d'enquête terroir (CE, CVGFR)
- Applications Graphiques et Littérales (APPGL). Cf. SIF national : consultation, requête, cartographie, analyse, rapport ...
- Transfert périodique du SIF départemental vers le SIF national : données liées au Certificat Foncier, données liées à la demande d'immatriculation, données générales du SIF (graphiques et littérales)
- Administration du Système d'information départemental (gestion, archivage)

I-4-4 :BNETD/PFR

Le BNETD dispose des logiciels lui permettant de se connecter au SIF et de mettre en œuvre les fonctionnalités énumérées ci-après. La connexion au SIF est réalisée à l'aide d'une liaison spécialisée à haut débit.

Fonctionnalités :

- Applications Graphiques et Littérales accédant au SIF (APPGL). Cf. serveur central : consultation, requête, cartographie, analyse, rapport ...
- Création et exportation de produits du SIF vers des utilisateurs autonomes.

I-4-5 :ANADER

L'ANADER dispose des logiciels lui permettant de se connecter au SIF national et de mettre en œuvre les fonctionnalités énumérées ci-après. La connexion au SIF est réalisée à l'aide d'une liaison spécialisée à haut débit.

Fonctionnalités :

- Applications Graphiques et Littérales accédant au SIF (APPGL). Cf. serveur central : consultation, requête, cartographie, analyse, rapport ...
- Création et exportation de produits du SIF vers des utilisateurs autonomes.

I-4-6 : DGI

La DGI dispose des logiciels lui permettant de se connecter au SIF national et de mettre en œuvre les fonctionnalités énumérées ci-après. La connexion au SIF est réalisée à l'aide d'une liaison spécialisée à haut débit.

Fonctionnalités :

Prises en charge par le SIF:

- Applications Graphiques et Littérales accédant au SIF (APPGL). Cf. serveur central : consultation, requête, cartographie, analyse, rapport ...

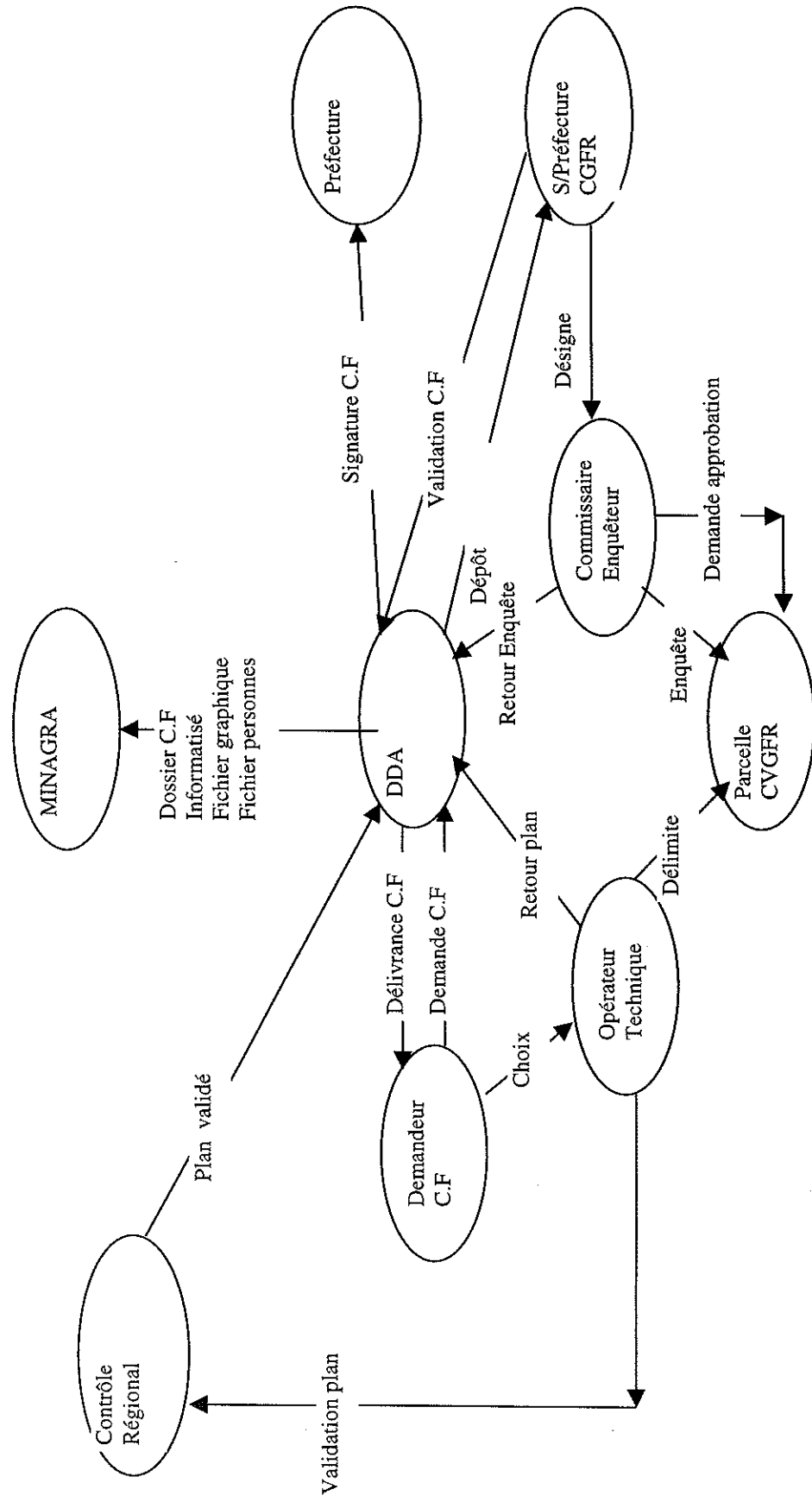
Prises en charge par la DGI :

- Importation des fichiers des biens à immatriculer et des personnes, depuis la DRADR
- Exportation des fichiers des biens immatriculés et des personnes, vers la DRADR.

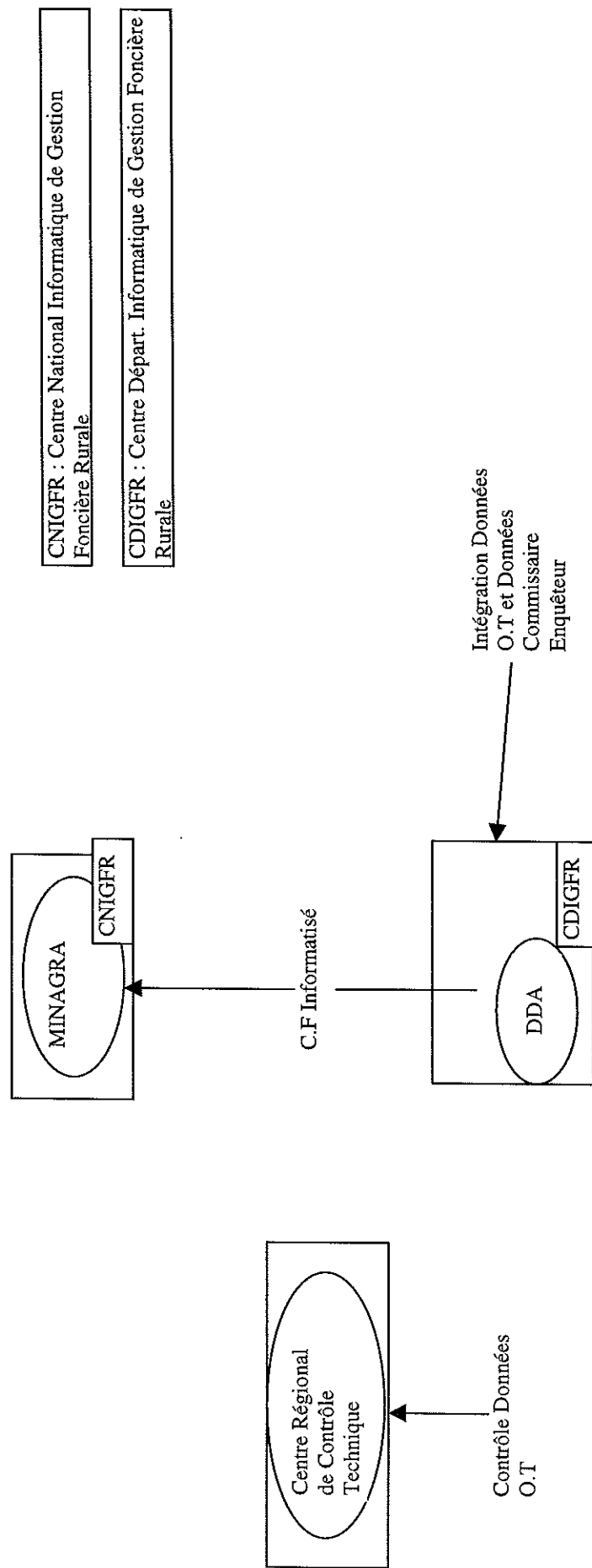
Chapitre II : Conception du Système

II-1 : Schémas fonctionnels

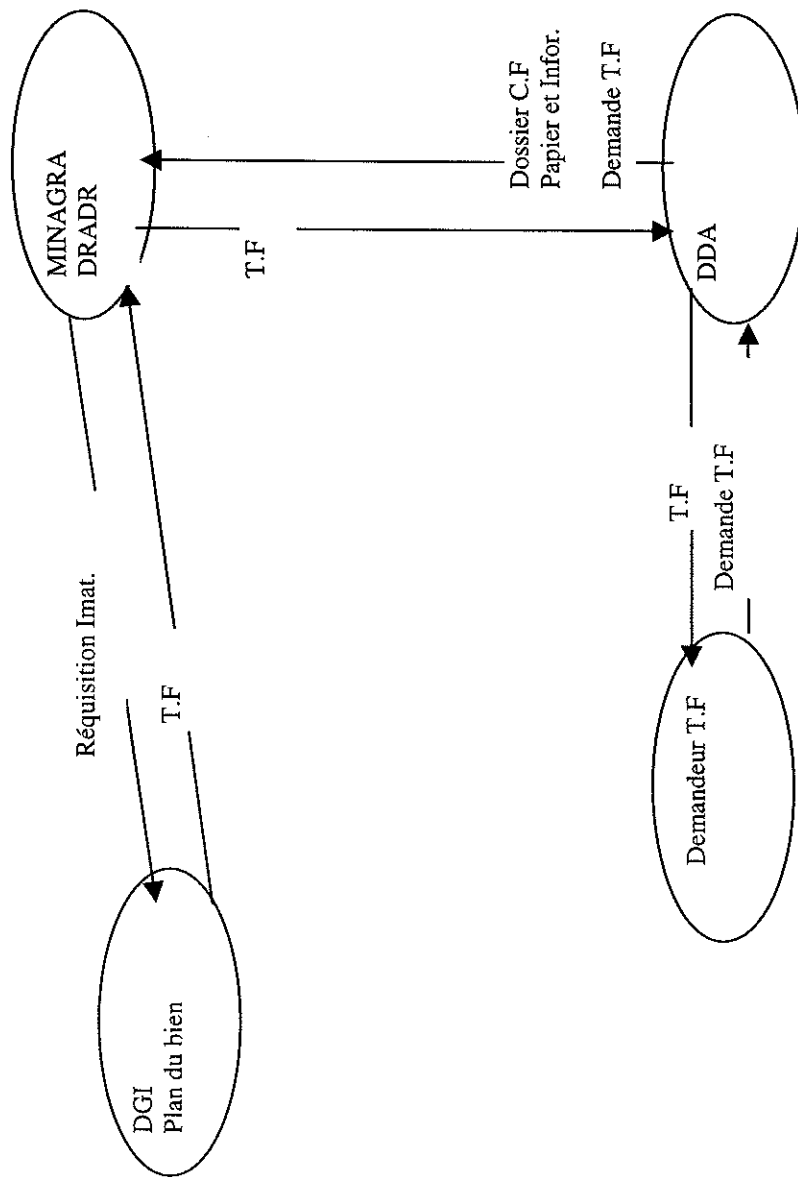
II-1-1 : Certificat Foncier(fonctionnel)



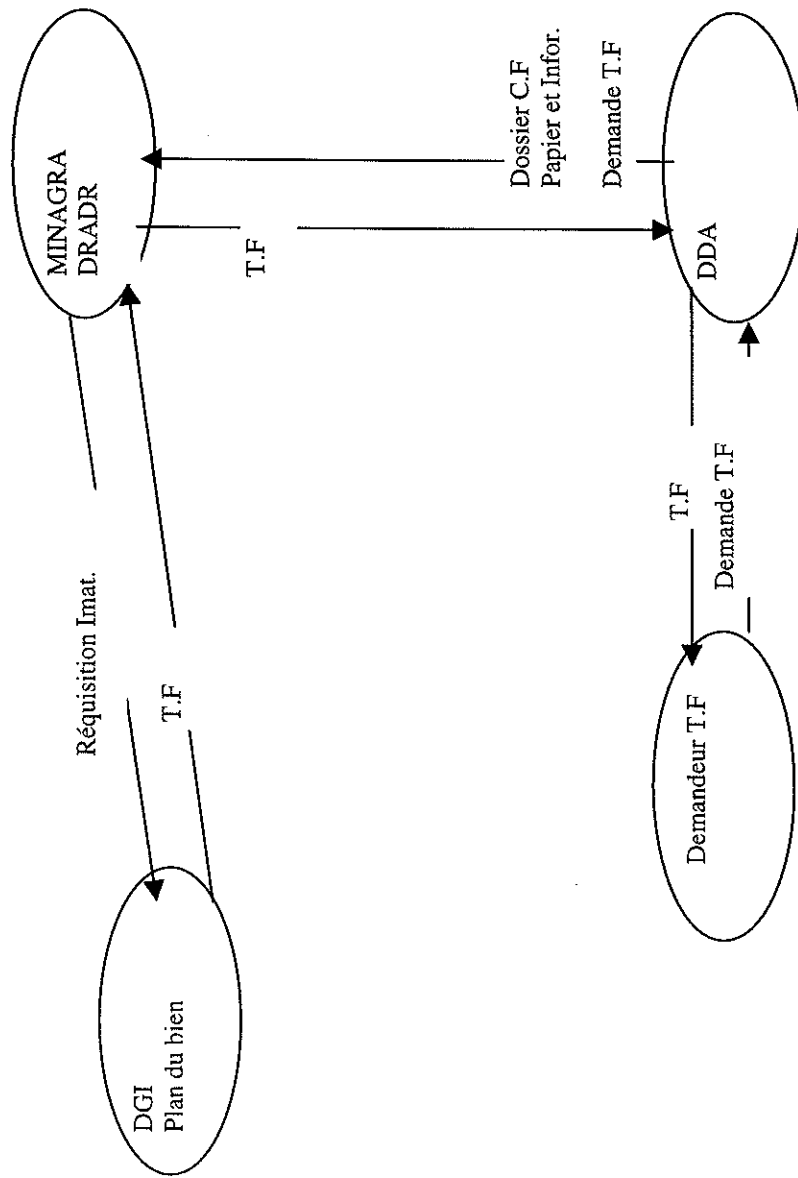
II-1-2 : Certificat foncier (Informatisation)



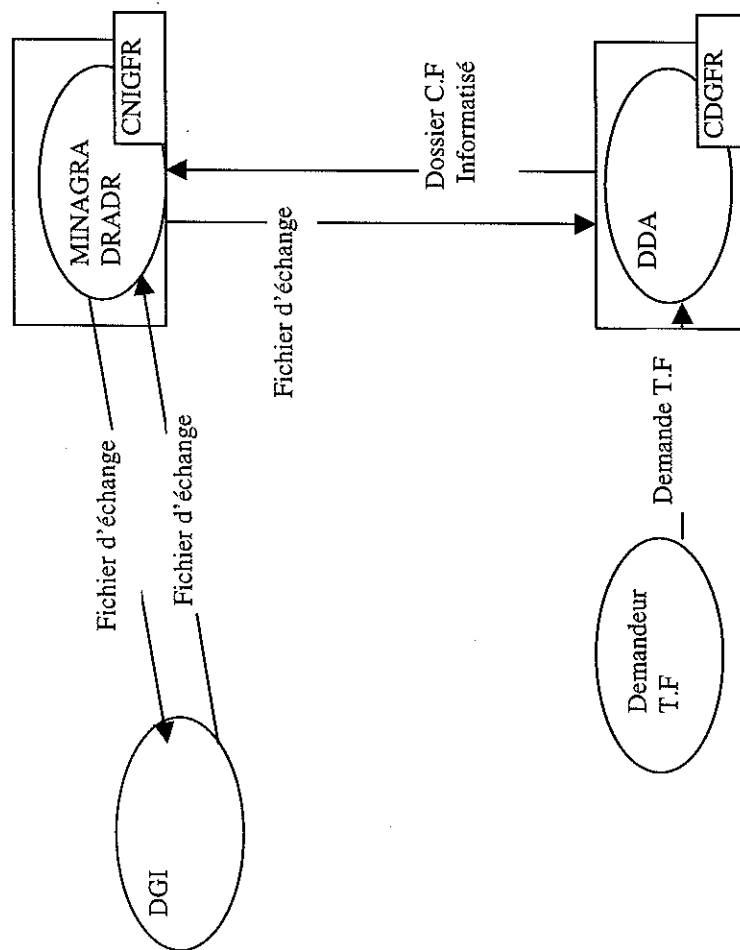
II-1-3 : Titre Foncier(fonctionnel)



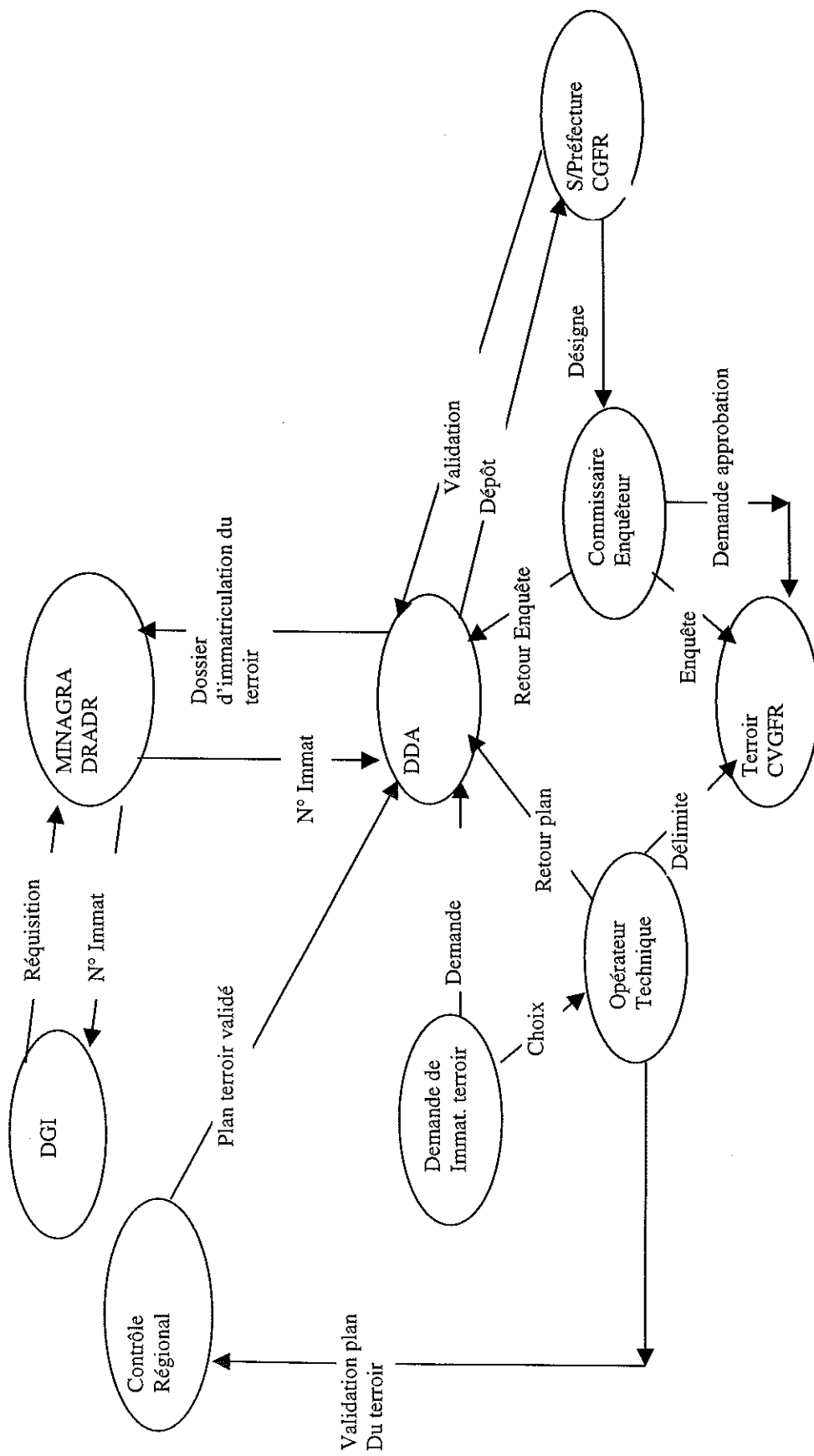
II-1-3 : Titre Foncier(fonctionnel)



II-1-4 : Titre Foncier (Informatisation)



II-1-5 : Immatriculation Terroir (fonctionnel)



II-1-6 : Immatriculation des terroirs (Informatisation)

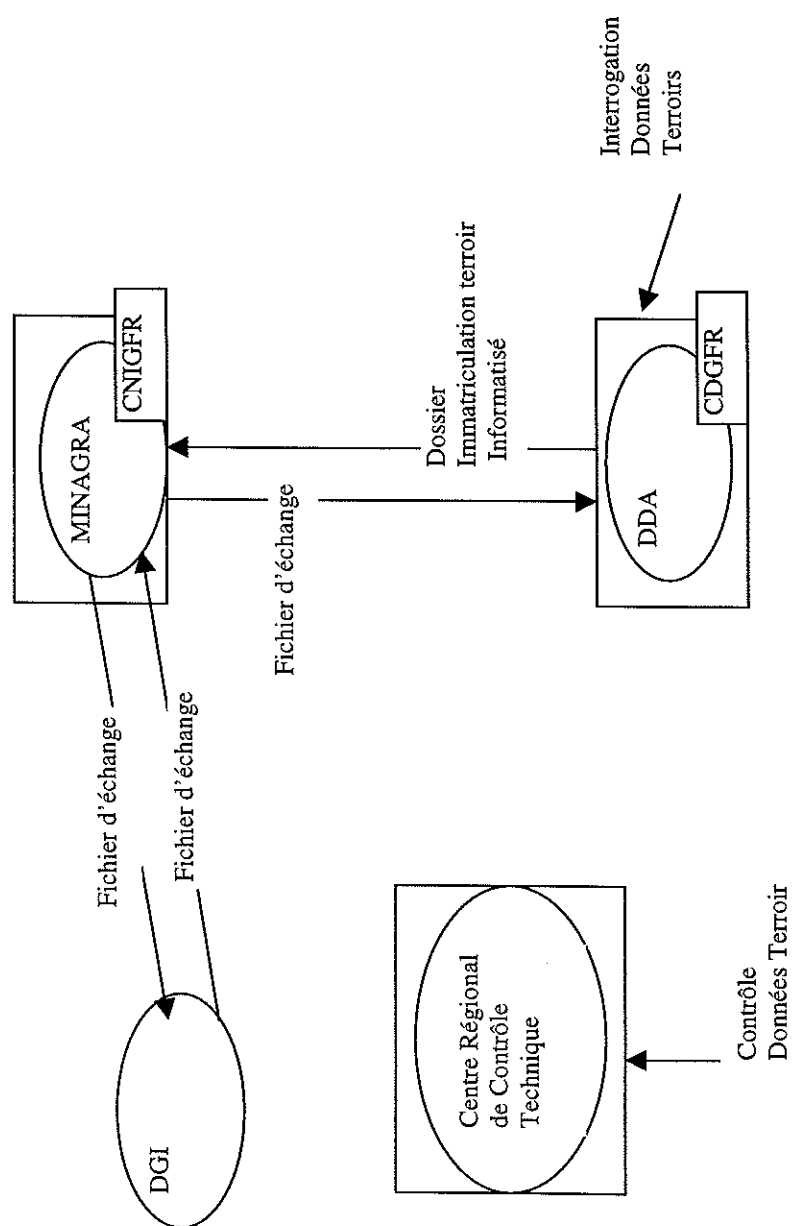


Schéma Conceptuel de Données pour la Base Terroir(Modèle HBDS)

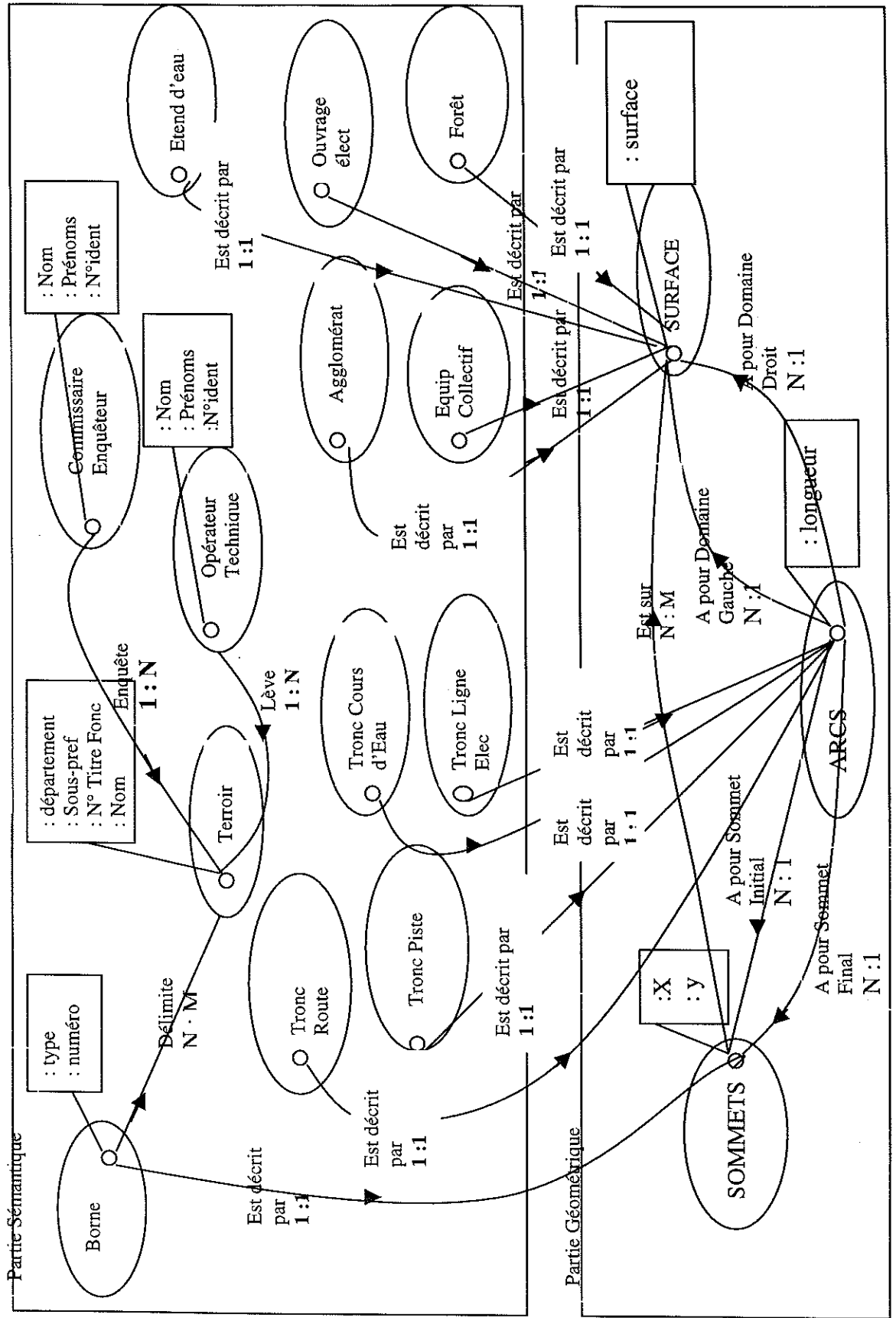
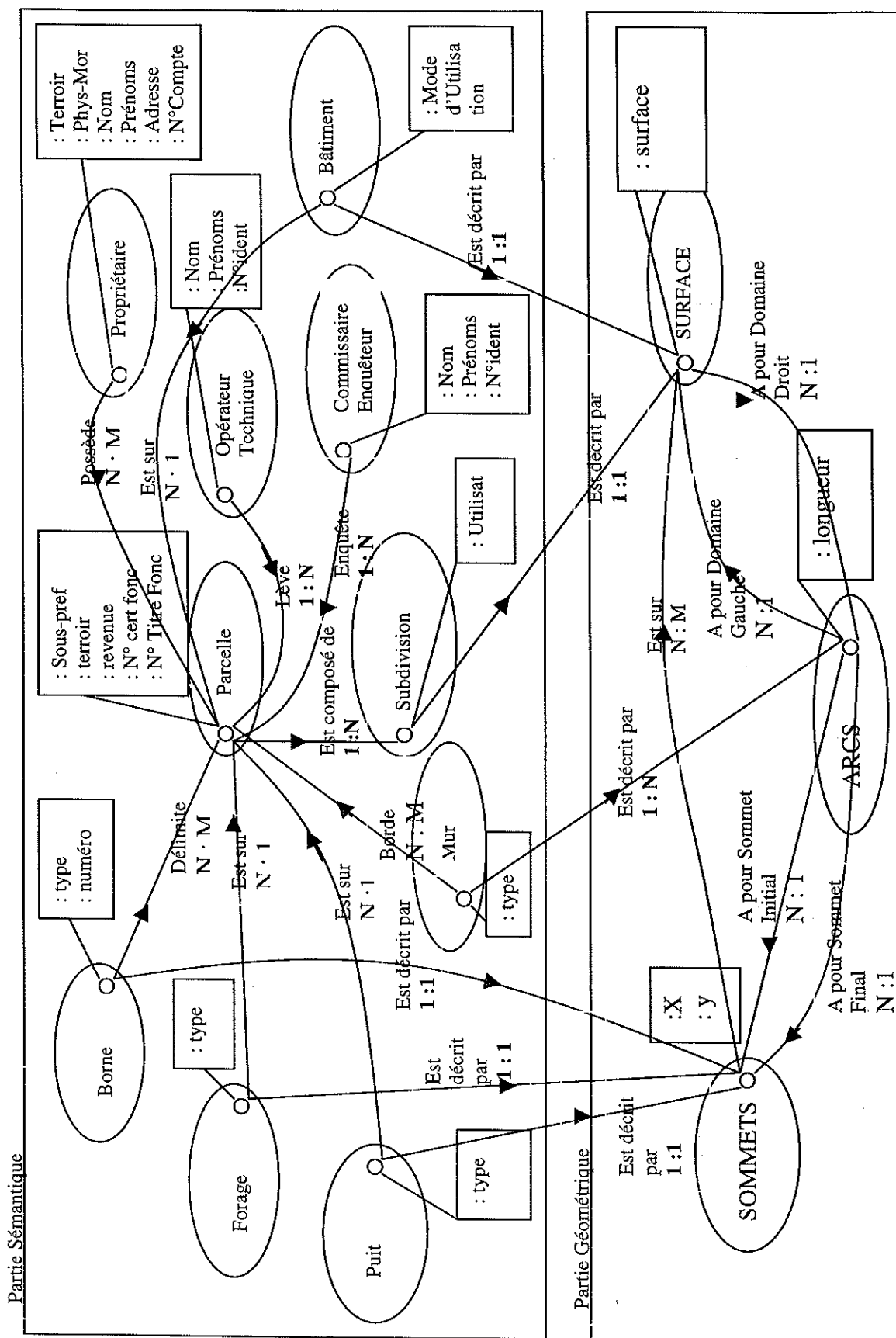


Schéma Conceptuel de Données pour la Base Parcellaire(Modèle HBDS)



NB : Nous attirons l'attention sur le fait que les schémas HBDS présenté ci-dessus ont été simplifiés pour une bonne lisibilité. Certains attributs et liens on été volontairement omis. L'architecture globale demeure malgré ces simplifications.

II-3 : Spécification des échanges d'informatisation entre le SIF et les utilisateurs

Fichier Graphique « Opérateur Technique - SIF »

Objet : Ce fichier est constitué par l'Opérateur Technique retenu pour délimiter et borner la parcelle foncière d'un demandeur de Certificat Foncier.

Il doit être communiqué à la DDA et au Centre Régional d'Appui Technique (CRAT).

Format du fichier : type caractère

Nom du fichier : [Nom du Terroir_Numéro de bien].Code_OT

Support : disquette ou cdrom

Codification des thèmes :

PARCELLE	« Thème limite de parcelle »
S_PREF	« Numéro de sous préfecture »
TERROIR	« Numéro de terroir »
NUMERO	« Numéro de parcelle dans le terroir »
X,Y,ANGLE,DISTANCE	« Informations concernant le premier point de la
limite »	
X,Y,ANGLE,DISTANCE	« Informations concernant le deuxième point de
la limite »	
-	
-	
X,Y,ANGLE,DISTANCE	« Informations concernant le point de départ de la
limite »	
BORNES	« Thème bornes de parcelle »
NUMERO	« Numéro de borne de la parcelle »
X,Y	« Informations concernant la première borne »
X,Y	« Informations concernant la deuxième borne »
-	
-	
BATIMENT	«Thème limite de bâtiment »
X,Y	« Informations concernant le premier point de la limite »
X,Y	« Informations concernant le deuxième point de la
limite »	
-	
-	
X,Y	« Informations concernant le point de départ de la
limite »	
MUR	«Thème limite de mur »
X,Y	« Informations concernant le premier point de la limite »
X,Y	« Informations concernant le deuxième point de la
limite »	
-	

X,Y	« Informations concernant le dernier point de la limite »
PUIT	«Thème puit »
X,Y	« Informations concernant le point»
FORAGE	«Thème forage »
X,Y	« Informations concernant le point»
FIN	« Fin des données parcelle »

Fichier Graphique « Prestataire terroirs - SIF»

Objet : Ce fichier est constitué par le prestataire retenu pour délimiter et borner le terroir. Parallèlement à cette activité, il fournira un « fond cartographique terroir » comprenant les éléments énumérés ci-après et qui seront codifiés dans des couches graphiques ou thèmes.

Format des fichiers de chaque thème : type ESRI ShapeFile

Support : disquette ou cdrom

Codification des thèmes :

Couche Terroir :

Nom de fichier : [Terroir]

Géométrie : Polygone

Attributs : numéro terroir, nom terroir

Couche Infrastructure routière

Thème Route

Nom de fichier : [Route]

Géométrie : Ligne

Attributs : Code Voie

Thème Piste :

Nom de fichier : [Piste]

Géométrie : Ligne

Attributs :

Couche Hydrographie :

Thème : Cours d'eau

Nom de fichier : [Cours_deau]_4

Géométrie : Ligne

Attributs : (Rivière, Ruisseau), Nom

Thème : Etendue_eau

Nom de fichier : [Nom du Terroir]_41

Géométrie : Polygone

Attributs : (Lac, Etang, Barrage), Nom

Couche Agglomération :

Nom de fichier : [Agglomerartion]

Géométrie : Polygone

Couche Equipement Collectif

Nom de fichier : [Equip_Collectif]

Géométrie : Polygone

Attributs : (Ecole, Dispensaire,), Nom équipement

Couche Infrastructure Electrique

Thème Ouvrage :

Nom de fichier : [Elec_Ouvrage]

Géométrie : Polygone

Attributs : (Poste électrique), Nom équipement

Thème Ligne :

Nom de fichier : [Elec_Ligne]

Géométrie : Polygone

Attributs : (HT, MT, BT)

Couche Forêt

Nom de fichier : [Forêt]

Géométrie : Polygone

Attributs : (Classée, Sacrée), Nom

Fichiers d'échange « DGI - SIF »

Objet : Ces fichiers sont utilisés lors des échanges d'information entre le SIF et la DGI.

Utilisation du fichier :

Sens SIF vers DGI :

Demande d'immatriculation de terroirs (fichier Terroir, fichier graphique Terroir)

Demande d'immatriculation de parcelles (fichiers Parcelle, Subdivision, Bâtiment, Propriétaire, fichier graphique Parcelle)

Sens DGI vers SIF :

Immatriculation de terroirs (pas de retour informatique)

Immatriculation de parcelles (fichiers Parcelle, Subdivision, Bâtiment, Propriétaire)

La codification cadastrale et le revenu sont ajoutés pour les parcelles

Le numéro de compte propriétaire est ajouté pour le propriétaire

Le code de mise à jour est positionné à « mise à jour »

Mise à jour des parcelles après immatriculation (fichiers Parcelle, Subdivision, Bâtiment, Propriétaire, fichier graphique Parcelle).

Le code de mise à jour est positionné à la valeur (1, 2 ou 3)

Format des fichiers littéraux : type caractère, enregistrements de longueur fixe (Parcelle, Subdivision, Bâtiment, Propriétaire).

Format du fichier graphique : (Identique à celui fourni par les Opérateur Technique »

Support : disquette, cdrom ou transmission par ligne téléinformatique

Fichier des Parcelles

Sous_Pref	caractère(3 ?),
Terroir	caractère(3 ?),
parcelle	entier (3 ?),
prop_code	entier(4),
No_Compte	caratère (10 ?),
superficie	entier (6),
revenu	entier (10),
creation_dat	date,
maj_dat	date,
maj_cod	entier(1),

```

parc_origine    entier(4),
Cad_Commune     entier(4 ?),
Cad_Section     caractère (2 ?),
Cad_Parcelle    entier(4 ?).

```

Valeurs de « maj_code » : 0=non modifiée,1=création,
2=modification,3=suppression

Cad_xxx sont les identifiants « cadastraux » affectés à la parcelle. Ils sont à préciser.

Fichier des subdivisions de parcelles

Une parcelle possède au moins une subdivision. La subdivision correspond à une sous parcelle d'exploitation.

```

Sous_Pref       caractère(3 ?),
Terroir         caractère(3 ?),
parcelle        entier (4),
subdivision     entier (2),
usager_code     caractère(6),
usager_type     entier (1),
mode_utilisation entier (2),
superficie     entier (6),
Cad_Commune     entier(4 ?),
Cad_Section     caractère (2 ?),
Cad_Parcelle    entier(4 ?),
Cad_Subdi       caractère (2 ?).

```

Valeurs de « usager_type » : 0=non rens,1=prop,2=contrat,
3=sans contrat

Valeurs de « mode_utilisation » : 0=non rens,1=forêt,2=cacao,3=café,

X=,xx=friche

Fichier des bâtiments

Une parcelle possède zéro ou plusieurs bâtiments.

```

Sous_Pref       caractère(3 ?),
Terroir         caractère(3 ?),
parcelle        entier (4),
bâtiment        entier (2),
mode_utilisation entier (2),
superficie     entier (4),
Cad_Commune     entier(4 ?),
Cad_Section     caractère (2 ?),
Cad_Parcelle    entier(4 ?).

```

Valeurs de «mode_utilisation» :

0=non rens,1=habitation,2= administratif,
3=professionnel,
4=commercial, 5=industriel, 6=scolaire, 7=sanitaire,
8=sportif,
9=lieux de culte, 10=coopérative agricole,
11=exploit.agricole

Fichier des propriétaires

Un propriétaire est identifié par un numéro unique dans un terroir à l'intérieur duquel il possède une à plusieurs parcelles.

Sous_Pref	caractère(3 ?),
Terroir	caractère(3 ?),
Prop_code	entier (4),
No_Compte	Caractère (10 ?),
Phys_Morale	entier (1),
Nom	caractère (50),
Prénoms	caractère (30),
Résidence	caractère (30),
Adresse_postale	caractère (20),
No_Identité	caractère (10 ?),
Date_naissance	date,
Profession	entier (1),
Lieu_naissance	date,
Nationalité	entier (1),
Père	caractère (60),
Mère	caractère (60).

Valeurs de « Phys_Morale » : 1=physique, 2=morale

Valeurs de « Profession » :

1=agriculteur, 2=artisan, 3=commerçant,

4=fonctionnaire, 5=industriel, 6=libéral,

7=salarié, 8=retraité, 9=sans

profession,

0=inconnue

Valeurs de « Nationalité » :

0=inconnue, 1=Ivoirienne, 2=autre

II-4 : Logiciels et mise en œuvre pratique

Pour la connexion réseau, c'est l'architecture client/serveur qui a été adoptée. Un serveur central sera au MINAGRA à Abidjan. Ce serveur sera relayé par des serveurs départementaux et des postes clients au niveau des institutions.

En matière de logiciels Les solutions proposées sont :

- SGBDR : Ce sont des systèmes relationnels. Pour les serveurs c'est le progiciel « ORACLE » qui a été choisi. En ce qui concerne les postes clients, c'est la solution « Microsoft ACCESS » qui a été adoptée.
- SIG : Pour les serveurs, c'est le logiciel «ESRI ARCINFO serveur » et pour les postes clients le logiciel «ESRI ARCVIEW ».

Il est à noter que les données existantes au niveau du BNETD/PFR sont sous les logiciels Access et CARIS (Un logiciel SIG canadien), mais il y a possibilité d'export de CARIS vers ARCINFO et ARCVIEW.

Un développement d'interface utilisateur est envisagé et la mise en œuvre de logiciels spécifiques pour piloter les applications périphériques (veille foncière, respect des délai....)

CONCLUSION GENERALE

La nouvelle loi foncière rurale a été le fil conducteur de toute l'analyse du SIF. Malgré tout, ce système n'est pas un simple outil d'accompagnement des opérations de certifications foncières car il intègre beaucoup de fonctionnalités de types bases de données géographiques. Les termes de l'analyse et de la conception de ce SIF ne sont pas encore définitivement arrêtés, car les acteurs du foncier rural ivoirien ne sont pas encore arrivés à se mettre d'accord sur les modalités d'application de la nouvelle loi foncière.

Personnellement, nous regrettons que le SIF n'ait pas intégré complètement les données socio-démographiques et le parcellaire d'exploitation, car ces aspects sont fondamentaux pour l'étude du foncier coutumier dans sa globalité. De plus l'intégration de ces données aurait permis au SIF d'être un véritable outil décisionnel. Néanmoins, le SIF tel qu'il est conçu est suffisamment ouvert pour intégrer à l'avenir ces aspects et de servir de base aux perspectives de décentralisation et d'imposition foncière.

Nous souhaitons vivement que l'aspect formation du personnel soit suffisamment pris en compte par le projet, de même la question de la maintenance du SIF doit être envisagée dès maintenant pour assurer une pérennité à ce système.

Nous aurions aimé participer aux phases à venir du projet, surtout le développement d'interfaces graphiques et la mise en service du SIF.

Nous souhaitons pleins succès au SIF.

Liste des abréviations

AIMR : Appui a l'Investissement en Milieu Rural
ANADER : Agence National d'appui au Développement Rural
BD : Base de données
BNETD : Bureau National d'études Techniques et de Développement
BR : Bureaux Régionaux
CCT : Centre de cartographie et de télédétection
CE : commissaire enquêteur
CF : Certificat foncier
CGF : Centre de gestion foncière
CGFR : comité de gestion foncière rurale
CRAT : Centre régional d'appui technique
CVGFR : comité villageois de gestion foncière rurale
DAAR : Direction de l'agriculture et de l'aménagement rural
DDA : direction départementale de l'agriculture
DGI : Direction générale des impôts
DRA : Direction régionale de l'agriculture
DRADR : Direction de la réglementation et des affaires domaniales rurales
DRARA : Direction Régionale de l'agriculture et des Ressources animales
EGT : Equipes de Gestion des Terroirs
FRAR : Fond Régional d'aménagements Ruraux
INS : Institut national de la statistique
MINAGRA : Ministre de l'agriculture et des Ressources Animales
MPPD : Ministère du Plan, de la Planification et du Développement
OT : Opérateurs techniques
PDL : Plan de développement local
PFR : Plan Foncier Rural
PNGTER : projet national de gestion des terroirs et de l'équipement rural
SGBD : système de gestion de base de données
SIF : Système d'information foncier
SIG : Système d'information géographique
TF : titre foncier
UGA : Unité de Gestion d'Abidjan

Bibliographie

BOSC (P.) (M.) et AL., 1996. Evaluation de l'opération pilote de plan foncier rural, République de Côte d'Ivoire, Banque Mondiale – CIRAD/SAR n°84/96, 401 p.

KOFFI Mathias, 1999. Impact du plan foncier rural sur les pratiques locales de sécurisation foncière à Abengourou – Côte d'Ivoire, Mémoire d'ingénieur en gestion des opérations de développement rural. CNEARC – Montpellier, 133p.

PFR, 1989. Opération Pilote du PFR, rapport d'évaluation, banque mondiale, DAOC/DOA, 21p.

PFR, 1996. Manuel de procédures PFR, service technique 41 p.

PFR, 1997. Manuel de procédure PFR, service du suivi – évaluation, 15p.

PNGTER, Composante sécurisation foncière et gestion des terroirs, note d'orientation des activités de production et de gestion du PFR, juin 2000.

DELVILLE Philippe, 1998, quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier Pratiques, légitimité et légalité, Karthala - Coopération française, 744p.

CHAUVEAU (J.) (P.) et AL., 1998, Le plan foncier rural en Côte d'Ivoire in quelle politique foncière pour l'Afrique Rurale ? Réconcilier Pratiques, légitimité et légalité, sous la direction de DELVILLE Philippe. Paris :Karthala, 744p.

Le ROY (E.),1998 « Les orientations des réformes foncières en Afrique francophone depuis le début des années 90 » in quelle politique foncière pour l'Afrique Rurale ? Réconcilier Pratiques, légitimité et légalité, sous la direction de DELVILLE Philippe. Paris :Karthala, 744p.

PARMANTIER Jean, 1999, Régimes fonciers et cadastres comparés, Formation professionnelle de l'Ecole Nationale du cadastre

MARTEIL Yann, 1996, l'enjeu foncier analyse sur les approches de la problématique foncière rurale en Afrique de l'ouest francophone par les acteurs nationaux et internationaux, mémoire de maîtrise de géographie. Sorbonne – Paris I, 220p.

LAURINI Robert, MILLERET – RAFFORT, Les bases de données en geomatique, Hermès, 340p.

ESRI, Le logiciel Arcview, Support de cours.

ESRI, La programmation en Avenue, Support de cours.

ENSG, 2000, Guide du chef de projet SIG.

ANNEXES

Annexes

- Extrait d'un article du quotidien « FRATERNITE MATIN » du 22 juillet 1998 sur le code foncier rural
- Extrait d'un article du quotidien « FRATERNITE MATIN » du 28 juillet 1998 sur le code foncier rural
- Extrait du journal officiel de la république de Côte d'Ivoire du 14 juillet 1999 portant sur la loi foncière n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural
- Décret N°99-593 du 13 octobre 1999 Portant organisation et attributions des Comités de Gestion Foncière Rurale
- Décret N°99-594 du 13 octobre 1999 Fixant les modalités d'application au Domaine Foncier Rural coutumier de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998
- Décret N°99-595 du 13 octobre 1999 Fixant la procédure de consolidation des droits des concessionnaires provisoires de terres du Domaine Foncier Rural
- Exemple de plan de parcelle issu du PFR
- Questionnaire de diagnostic du Foncier Rural Ivoirien

Code foncier rural

LES DÉPUTÉS À L'INTÉRIEUR DU PAYS

«**L**A terre est une, mais on ne peut en dire autant du monde qui l'habite. Nos vies dépendent toutes d'une seule biosphère pourtant, chaque communauté, chaque pays, lutte pour sa survie et sa prospérité sans guère tenir compte des effets que cette attitude a sur les autres», dit le rapport de la commission BRUNDTLAND. En d'autres termes, les grandes querelles entre nations aujourd'hui tournent autour de la gestion de l'environnement. La terre, la mère nourricière, est donc au centre des conflits.

L'avertissement du ministre égyptien des Affaires étrangères en 1985: «La prochaine guerre dans notre région sera due aux eaux du Nil, et non à la politique», était symptomatique de ce qu'étaient les conflits fonciers dans cette région. Pour mémoire, rappelons les rapports assombrés entre le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie. Il en est de même entre l'Irak, la Syrie et la Turquie à propos de l'Euphrate, le Canada et les USA à propos des Grands Lacs; la France, les Pays-Bas, la Suisse, l'Allemagne, de la pollution industrielle du Rhin.

Dans un pays essentiellement agricole comme la Côte d'Ivoire, l'absence d'une véritable législation foncière rurale est un grand handicap. On se souvient que le projet formulé en 1963, adopté par l'Assemblée nationale n'avait pas été publié parce que trop radical, quant à la purge des droits coutumiers. Il n'a pas été repris. Pour pallier ce manque, le présent projet de loi proposé par le Président de la République, prévoit un nouveau code foncier rural, réaliste et porteur de progrès. La proposition est réaliste parce qu'elle considérera les droits coutumiers comme une caractéristique incontournable de la situation actuelle et en prononcera la reconnaissance officielle après enquête et constat d'occupation pacifique. Forteuse de progrès, elle encouragera l'accès au droit moderne, sécurisant pour l'individu lui-même et pour ses héritiers, pour ses partenaires, notamment financiers.

Les députés ont vu l'économie du projet de loi mais au regard de

l'importance et de l'enjeu que représente l'exploitation des terres, ils ont décidé de donner du temps au temps. Dans une première étape, ils ont organisé deux journées d'information avec les personnes ressources à la rotonde de l'Assemblée nationale où notaires, préfets, chefs de village et de terre, les universitaires et Ong se sont prononcés. Mais pour aussi importants que fussent les conclusions et avis émis à ce séminaire, il aurait été hâtif de faire une quelconque synthèse. Il fallait ratisser large les informations, se mettre à l'écoute d'une population plus représentative. Sur ordre du président de l'Assemblée nationale, 16 missions des parlementaires depuis ce matin ont quitté Abidjan en direction de l'intérieur du pays.

Dans un point de presse hier matin à son bureau en plus de sa prestation télévisée dans le journal de 20 h lundi, le vice-président Bleu-Lainé Gilbert, a rappelé que ce sont les députés du parlement dans leur ensemble qui vont à l'écoute du pays profond. Les missions sont mixtes et deux des 16 délégations sont dirigées par les présidents des groupes parlementaires RDR, N'Golo Koulibaly et FPI, M^{re} Boga Doudou. Les députés dans les chefs-lieux de départements n'iront pas discuter du projet de loi avec les populations et tous ceux qui agissent sur la terre. Ils se laisseront plutôt instruire sur les conditions de cession, d'acquisition, d'exploitation des terres et des litiges y afférents.

La sériation des catégories d'antagonistes retiendra également leur attention. Les litiges fonciers opposent-ils les nationaux entre eux, les autochtones aux allochtones? les nationaux aux allogènes? Les us et coutumes avec des différences substantielles d'un groupe ethnique à un autre, les députés pour la question du rattachement des terres à la modernité, parce que le nouveau code foncier va être appliqué dans le cadre d'une république, vont s'efforcer d'aller à l'harmonisation pour voter un code véritablement républicain.

FRANCK A. ZAGBAYOU

PAUL CARRONOUX KOUANE MICRO-MÉGA Sécurité foncière

NOUS serons 25 millions d'habitants dans douze ans. Cela représentera le quart de la population actuelle du Nigéria. Ce supplément de dix millions d'âmes pose avec acuité le problème de la sécurité alimentaire.

Comment réduire la dépendance nutritionnelle quand le nombre de bouchés à nourrir augmente? Le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales qui a présenté mercredi dernier, au conseil des ministres, une communication relative à la stratégie pour le développement agricole, donne la priorité à une panoplie de mesures. La mise en application de celles-ci devrait mettre à l'abri de l'insécurité alimentaire.

Des centaines de milliers d'hectares seront sollicités pour produire trois millions de tonnes de riz, et des masses équivalentes de manioc, d'igname et de banane plantain.

La Côte d'Ivoire est en mesure de nourrir les Ivoiriens. Pourvu que tous, nous comprenons que la sécurité alimentaire est, demain plus qu'aujourd'hui, liée à la sécurité foncière.

● AKOTO YAO A DALOA

«LE CODE FONCIER, UNE QUESTION VITALE»

A la demande du président de l'Assemblée nationale, le Docteur Emile Brou, les députés de Côte d'Ivoire sillonnent le territoire ivoirien à la rencontre de la population.

Dans le cadre de cette mission parlementaire d'information, la délégation conduite par le député de Sakassou était dans la cité des antilopes vendredi dernier pour recueillir les avis de la population du département de Daloa sur le problème foncier. C'est-à-dire Daloa commune, Daloa sous-préfecture, Zoukougbeu, Bédiala et Gboguhé.

La question foncière est une préoccupation majeure dans la cité des antilopes. D'où la participation massive de la population rurale à cette rencontre. Au cours de laquelle, 32 intervenants ont pendant trois heures d'horloge fait un tour d'horizon de toutes les préoccupations de la population.

Toutes les questions peuvent être posées. «Nous sommes venus vous écouter, nous enrichir de vos réflexions, afin de trouver une solution à un problème essentiel pour la survie de la Côte d'Ivoire, pas de question tabou», a dit le chef de délégation, M. Paul Akoto Yao à l'endroit des intervenants. «La Côte d'Ivoire est un pays agricole et il n'y a pas d'agriculture sans terre, a-t-il ajouté. Et dans nos traditions la terre appartient toujours à quelqu'un, une collectivité etc. Cette vérité est si essentielle qu'il n'est pas question pour nous de légiférer en dehors des spécificités régionales.



M. Paul Akoto Yao.

Nous sommes 60 ethnies, cela suppose que les coutumes et les traditions ne sont pas les mêmes et les approches des problèmes sont différentes qu'on soit en zone forestière, sahélienne ou dans la zone de savane. Alors, il nous est apparu important de venir vous rencontrer, vous écouter pour dire ce que vous pensez de ce problème foncier qui reste vital pour nous. Il faudra qu'on évite à notre pays ses péripéties et pour que cela soit, il faut que nos élus viennent vous consulter. Parlons à cœur ouvert. Tuons en nous cette peur que nous avons de parler et de dire ce que nous pensons. Nous attendons de vous des suggestions et des proposi-

tions de solutions, des critiques, des observations.

C'est en fonction de tout cela que nous chercherons dans le cadre de la confection de cette loi un compromis qui soit acceptable pour tous parce que la loi est l'expression de la volonté générale».

Après cette mise au point, les 35 intervenants ont exposé les problèmes que rencontre la population rurale. C'est avec les éléments recueillis que les députés vont élaborer le projet de loi qui sera soumis à l'Assemblée nationale. C'est pourquoi à la suite des intervenants, le député de Sakassou a repris la parole pour dire ceci: «Une fois que cette loi sera votée par l'Assemblée nationale, elle ne sera pas promulguée par le Chef de l'Etat tant que les députés ne seront pas retournés vers les populations pour leur soumettre afin d'apporter des amendements. C'est lorsque les députés et les populations rurales trouveront un terrain d'entente que le Président signera cette loi».

En conclusion, le député Paul Akoto Yao s'est dit satisfait de cette rencontre: «Je suis heureux que vous ayez parlé avec toute la sincérité qui vous anime. Je pars satisfait. La terre appartient aux Ivoiriens d'abord. Ce n'est pas une affaire politique, elle concerne toute la nation».

La population de Daloa est quant à elle repartie satisfaite de la rencontre avec Paul Akoto Yao.

AMBROISE SERY

Article 12 (nouveau). — La requête conjointe aux fins de divorce par consentement mutuel est formulée par écrit et signée des deux époux, qui n'ont pas à en indiquer la cause. Elle est présentée au Président du tribunal ou de la section de tribunal territorialement compétent, soit par les époux agissant ensemble et de concert, soit par l'un d'entre eux, soit par leurs avocats respectifs, soit enfin par un avocat choisi d'un commun accord. Elle doit être accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, d'un projet de Convention qui règle les conséquences du divorce.

Le tribunal territorialement compétent est :

— Le tribunal du lieu où se trouve la résidence de la famille ;

— Le tribunal du lieu de résidence de l'époux avec lequel habitent les enfants mineurs.

Sans pouvoir interpellier les parties sur leurs motivations, le juge examine la demande avec chacun des époux en prenant soin d'appeler leur attention sur la portée réelle de la Convention, puis les réunit, le cas échéant, avec leurs avocats. Si les époux persistent dans leur intention de divorcer, il les avise d'avoir à confirmer leur requête après un délai de réflexion de trois mois, faute de quoi il en prononcera la radiation par jugement en Chambre du Conseil.

A l'expiration de ce délai de réflexion, si les époux persistent dans leur volonté de rompre le lien matrimonial, le juge prononce le divorce dans un délai d'un mois à compter de la confirmation du consentement mutuel. Il homologue par la même décision la Convention qui en règle les conséquences.

Le juge peut, par décision motivée, refuser l'homologation de la Convention s'il constate que celui-ci préserve insuffisamment les intérêts des enfants ou de l'un des époux. Dans cette hypothèse, il ne prononce pas le divorce. Cette décision de rejet, ainsi que celles rendues en violation de dispositions d'ordre public, sont susceptibles d'appel par déclaration au greffe du tribunal dans un délai de trente jours à compter du jour de la notification faite aux parties par le greffier à la diligence du ministère public.

Article 27 (bis). — Outre les effets énumérés aux articles 23, 24 alinéa premier et 25, les effets du divorce par consentement mutuel sont ceux contenus dans la Convention homologuée par le juge.

De même, à la diligence du ministère public près la Juridiction qui a statué, la femme qui a acquis la nationalité ivoirienne par le mariage perd celle-ci en cas de divorce par consentement mutuel intervenu avant l'expiration de la dixième année de mariage.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 23 décembre 1998.

Henri Konan BEDIE

LOI n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine foncier rural.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENUEUR SUIT :

CHAPITRE PREMIER

Définition et composition du Domaine foncier rural

Section I. — Définition

Article premier. — Le Domaine foncier rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur.

Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les Collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires.

Section 2. — Composition

Art. 2. — Le Domaine foncier rural est à la fois :

— Hors du domaine public ;

— Hors des périmètres urbains ;

— Hors des zones d'aménagement différé officiellement constituées ;

— Hors du domaine forestier classé.

Le Domaine foncier rural est composé :

A titre permanent :

— Des terres propriété de l'Etat ;

— Des terres propriété des Collectivités publiques et des particuliers ;

— Des terres sans maître.

A titre transitoire :

— Des terres du domaine coutumier ;

— Des terres du domaine concédé par l'Etat à des Collectivités publiques et des particuliers.

Art. 3. — Le Domaine foncier rural coutumier est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent :

— Des droits coutumiers conformes aux traditions ;

— Des droits coutumiers cédés à des tiers.

CHAPITRE II

Propriété, concession et transmission du Domaine foncier rural

Section I. — La propriété du Domaine foncier rural

Art. 4. — La propriété d'une terre du Domaine foncier rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au Registre foncier ouvert à cet effet par l'Administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le Certificat foncier.

Le détenteur du Certificat foncier doit requérir l'immatriculation de la terre correspondante dans un délai de trois ans à compter de la date d'acquisition du Certificat foncier.

Art. 5. — La propriété d'une terre du Domaine foncier rural se transmet par achat, succession, donation entre vifs ou testamentaire ou par l'effet d'une obligation.

Art. 6. — Les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat et sont gérées suivant les dispositions de l'article 21 ci-après. Ces terres sont immatriculées, aux frais du locataire ou de l'acheteur.

Outre les terres objet d'une succession ouverte depuis plus de trois ans non réclamées, sont considérées comme sans maître :

— Les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés dix ans après la publication de la présente loi ;

— Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés trois ans après le délai imparti pour réaliser la mise en valeur imposée par l'acte de concession.

Le défaut de maître est constaté par un acte administratif

Art. 7. — Les droits coutumiers sont constatés au terme d'une enquête officielle réalisée par les autorités administratives ou leurs délégués et les conseils des villages concernés soit en exécution d'un programme d'intervention, soit à la demande des personnes intéressées.

Un décret pris en Conseil des ministres détermine les modalités de l'enquête.

Art. 8. — Le constat d'existence continue et paisible de droits coutumiers donne lieu à délivrance par l'autorité administrative d'un Certificat foncier collectif ou individuel permettant d'ouvrir la procédure d'immatriculation aux clauses et conditions fixées par décret.

Art. 9. — Les Certificats fonciers collectifs sont établis au nom d'entités publiques ou privées dotées de la personnalité morale ou de groupements informels d'ayants-droit dûment identifiés.

Art. 10. — Les groupements prévus ci-dessus sont représentés par un gestionnaire désigné par les membres et dont l'identité est mentionnée par le Certificat foncier.

Ils constituent des entités exerçant des droits collectifs sur des terres communautaires.

L'obtention d'un Certificat foncier confère au groupement la capacité juridique d'ester en justice et d'entreprendre tous les actes de gestion foncière dès lors que le Certificat est publié au *Journal officiel* de la République.

Section 2. — La concession du Domaine foncier rural

Art. 11. — Le Domaine foncier rural concédé est constitué des terres concédées par l'Etat à titre provisoire antérieurement à la date de publication de la présente loi.

Art. 12. — Tout concessionnaire d'une terre non immatriculée doit en requérir l'immatriculation à ses frais.

La requête d'immatriculation est publiée au *Journal officiel* de la République. Elle est affichée à la préfecture, à la sous-préfecture, au village, à la communauté rurale, à la Région, à la commune et à la Chambre d'Agriculture, lorsque les contestations sont reçues pendant un délai de trois mois.

A défaut de contestation et après finalisation des opérations cadastrales, il est procédé à l'immatriculation de la terre qui se trouve ainsi purgée de tout droit d'usage.

En cas de contestation, celles-ci sont instruites par l'autorité compétente suivant les procédures définies par décret pris en Conseil des ministres.

Art. 13. — Sauf à l'autorité administrative en charge de la gestion du Domaine foncier rural d'en décider autrement, l'immatriculation prévue à l'article 12 ci-dessus est faite au nom de l'Etat.

Les terres ainsi nouvellement immatriculées au nom de l'Etat sont louées ou vendues à l'ancien concessionnaire ainsi qu'il est dit à l'article 21 ci-après.

Art. 14. — Tout concessionnaire d'une terre immatriculée doit solliciter, de l'Administration, l'application à son profit de l'article 21 ci-après.

Section 3. — La cession et la transmission du Domaine foncier rural

Art. 15. — Tout contrat de location d'une terre immatriculée au nom de l'Etat se transfère par l'Administration sur demande expresse du cédant et sans que ce transfert puisse constituer une violation des droits des tiers.

Les concessions provisoires ne peuvent être transférées.

La cession directe du contrat par le locataire et la sous-location sont interdites.

Art. 16. — Les propriétaires de terrains ruraux en disposent librement dans les limites de l'article premier ci-dessus.

Art. 17. — Le Certificat foncier peut être cédé, en tout ou en partie, par acte authentifié par l'autorité administrative, à un tiers ou, lorsqu'il est collectif, à un membre de la collectivité ou du groupement dans les limites de l'article premier ci-dessus.

CHAPITRE III

Mise en valeur et gestion du Domaine foncier rural

Art. 18. — La mise en valeur d'une terre du Domaine foncier rural résulte de la réalisation soit d'une opération de développement agricole soit de toute autre opération réalisée en préservant l'environnement et conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les opérations de développement agricole concernent notamment et sans que cette liste soit limitative :

- Les cultures ;
- L'élevage des animaux domestiques ou sauvages ;
- Le maintien, l'enrichissement ou la constitution de forêts ;
- L'aquaculture ;
- Les infrastructures et aménagements à vocation agricole ;
- Les jardins botaniques et zoologiques ;
- Les établissements de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

Art. 19. — L'autorité administrative, pour faciliter la réalisation des programmes de développement ou d'intérêt général peut, nonobstant le droit de propriété des collectivités et des personnes physiques, interdire certaines activités constituant des nuisances auxdits programmes ou à l'environnement.

Art. 20. — Les propriétaires de terres du Domaine foncier rural autres que l'Etat ont l'obligation de les mettre en valeur conformément à l'article 18 ci-dessus. Ils peuvent y être contraints par l'autorité dans les conditions déterminées par décret pris en Conseil des ministres.

Section 2. — Gestion du Domaine foncier rural de l'Etat

Art. 21. — Aux conditions générales de la présente loi et des autres textes en vigueur et à celles qui seront fixées par décret, l'Administration gère librement les terres du Domaine foncier rural immatriculées au nom de l'Etat.

Art. 22. — Les actes de gestion prévues à l'article 21 ci-dessus sont des contrats conclus directement entre l'Administration et les personnes concernées.

Les contrats de location sont à durée déterminée et comportent obligatoirement des clauses de mise en valeur. En cas de non respect de ces dernières, le contrat est purement et simplement résilié ou ramené à la superficie effectivement mise en valeur.

Le non respect de toute autre clause du contrat peut également être sanctionné par la résiliation.

Dans ce cas, les impenses faites par le locataire sont cédées par l'Etat à un nouveau locataire sélectionné par vente des impenses aux enchères. Le produit de la vente est remis au locataire défaillant après déduction des frais éventuels et apurement de son compte vis-à-vis de l'Etat.

CHAPITRE IV

Dispositions financières et fiscales

Art. 23. — La location des terres du Domaine foncier rural de l'Etat est consentie moyennant paiement d'un loyer dont les bases d'estimation sont fixées par la loi de Finances.

Art. 24. — Les collectivités et les particuliers propriétaires de terres rurales sont passibles de l'impôt foncier rural tel que fixé par la loi.

Art. 25. — En cas de non paiement du loyer ou de l'impôt prévus aux articles 23 et 24 ci-dessus et autres les poursuites judiciaires prévues par les textes en vigueur, les impenses réalisées par le locataire constituent le gage de l'Etat dont les créances sont privilégiées même en cas d'hypothèque prise par des tiers.

CHAPITRE V

Dispositions transitoires

Art. 26. — Les droits de propriété de terres du Domaine foncier rural acquis antérieurement à la présente loi par des personnes physiques ou morales ne remplissant pas les conditions d'accès à la propriété fixées par l'article premier ci-dessus sont maintenus à titre personnel.

Les héritiers de ces propriétaires qui ne rempliraient pas les conditions d'accès à la propriété fixées par l'article premier ci-dessus disposent d'un délai de trois ans pour céder les terres dans les conditions fixées à l'article 16 ci-dessus ou déclarer à l'autorité administrative le retour de ces terres au domaine de l'Etat sous réserve d'en obtenir la location sous forme de bail emphytéotique cessible.

Les sociétés maintenues dans leur droit de propriété en application des dispositions ci-dessus et qui souhaiteraient céder leurs terres à un cessionnaire ne remplissant pas les conditions d'accès à la propriété fixées par l'article premier ci-dessus déclarent à l'autorité administrative le retour de ces terres au domaine de l'Etat sous réserve de promesse de bail emphytéotique au cessionnaire désigné.

CHAPITRE VI

Dispositions finales

Art. 27. — La loi n° 71-338 du 12 juillet 1971 relative à l'exploitation rationnelle des terrains ruraux détenus en pleine propriété et toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 28. — Des décrets fixent les modalités d'application de la présente loi.

Art. 29. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 23 décembre 1998.

Henri KONAN BEDIE.

LOI n° 98-757 du 23 décembre 1998 portant répression de certaines formes de violences à l'égard des Femmes.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — Est qualifiée mutilation génitale, l'atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme, par ablation totale ou partielle, infibulation, insensibilisation ou par tout autre procédé.

Art. 2. — Quiconque commet une mutilation génitale est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 360.000 à 2.000.000 de francs C.F.A.

La peine est portée au double lorsque l'auteur appartient au corps médical ou paramédical.

La peine est d'un emprisonnement de cinq à vingt ans lorsque la victime en est décédée.

Lorsque l'auteur appartient au corps médical ou paramédical, la Juridiction de jugement peut en outre prononcer contre lui l'interdiction d'exercer sa profession pendant une durée n'excédant pas cinq ans.

Il n'y a pas d'infraction lorsque la mutilation a été faite dans les conditions indiquées à l'article 350 du Code pénal.

La tentative est punissable.

Art. 3. — Les infractions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 2 de la présente loi demeurent des délits.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 279 du Code pénal, seront punis des peines prévues à l'article 2 alinéa premier, les père et mère, alliés et parents de la victime jusqu'au quatrième degré inclusivement, qui ont commandité la mutilation génitale, ou qui la sachant imminente, ne l'ont pas dénoncée aux autorités administratives ou judiciaires, ou à toute personne ayant capacité pour l'empêcher.

Les peines prévues à l'article 2 alinéa premier s'appliquent également aux conjoints, alliés et parents de l'auteur de l'acte jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Les énonciations des alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux personnes mineures appartenant aux familles tant de la victime que de l'auteur de l'acte.

Art. 5. — Les dispositions des articles 117 et 133 du Code pénal ne sont pas applicables, à l'exclusion des faits prévus à l'alinéa premier de l'article 2 de la présente loi.

Art. 6. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 23 décembre 1998.

Henri KONAN BEDIE.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS portant intérim.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution.

Vu le décret n° 96 PR. 01 du 24 janvier 1996 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 98 PR. 05 du 11 août 1998.

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

DECRET N° 99-593 du 13 octobre 1999

Portant organisation et attributions des Comités de Gestion Foncière Rurale

Article 1. Il est créé dans chaque sous-préfecture, par arrêté du Préfet de Département, un Comité de Gestion Foncière Rurale ci-après dénommé « le Comité ».

Article 2. Le Comité, présidé par le sous-préfet, comprend:

➤ avec voix délibérative

- un représentant du Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales,
- un représentant du Ministère de l'Environnement et de la Forêt
- un représentant du Ministère du Logement et de l'Urbanisme
- un représentant du Ministère des Infrastructures Economiques
- un représentant du service du Cadastre
- six représentants des communautés rurales, des villages et des autorités coutumières désignés sur proposition des populations pour une durée de trois ans renouvelable.

➤ avec voix consultative

- un gestionnaire du Plan Foncier Rural partout où ce projet a été réalisé ou est en cours de réalisation
- les personnes concernées par les questions devant faire l'objet des délibérations du Comité et notamment des représentants des comités villageois tels que prévus à l'article 5 ci-après
- toute personne utile à la bonne fin des travaux du Comité.

Article 3. Le Comité est l'organe de gestion foncière rurale.

➤ Il délibère obligatoirement:

* sous forme d'avis conformes sur:

- la validation des enquêtes officielles de constat de droits fonciers coutumiers
- les oppositions ou réclamations survenant au cours des procédures d'immatriculation des terres du Domaine Foncier Rural concédé
- les conflits non résolus au cours des enquêtes foncières
- les demandes de cession de droits fonciers coutumiers
- l'implantation des opérations de reboisement
- l'implantation des projets d'urbanisation

* sous forme d'avis simples sur les implications foncières des différents projets de développement rural.

- Il peut être saisi pour avis simple, par les autorités compétentes, de toute question relative au Domaine Foncier Rural.
- Il prend l'initiative d'étudier toute question relevant de sa compétence aux fins de propositions aux autorités compétentes.
- Il est obligatoirement informé de l'établissement des Certificats Fonciers et des actes de gestion les concernant.

Article 4. Sur première convocation, le Comité ne peut délibérer valablement qu'en présence d'au moins les trois quarts de ses membres. Sur convocation ultérieure pour un même ordre du jour, il délibère valablement sans condition de quorum.

Ses avis sont rendus à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du Président est répondérante. Le Comité établit son règlement intérieur.

Article 5. Le sous-préfet crée des Comités villageois de Gestion Foncière Rurale pour l'étude de tous les dossiers concernant leurs terroirs.

Les chefs de terres sont obligatoirement membres des Comités villageois.

Article 6. Le secrétariat du Comité est assuré par la Direction Départementale de l'Agriculture et des Ressources Animales du ressort de la sous-préfecture du siège du Comité.

Article 7. Les dossiers de délibérations, y compris les avis et propositions du Comité, sont communiqués par le Sous-Préfet au Préfet du Département:

Le Préfet dispose d'un délai de deux semaines à compter de la réception des documents pour donner suite aux avis et propositions formulés.

Article 8. La décision finale prise par le Préfet de Département est communiquée aux structures concernées par les soins du Sous-Préfet dans un délai d'une semaine à compter de sa réception et publiée si besoin est.

Article 9. Les Comités de Gestion Foncière Rurale créés antérieurement à la date de publication du présent décret sont confirmés sous réserve d'une mise en conformité avec les dispositions du présent décret.

Article 10. Des arrêtés du Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de la Décentralisation et du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales fixeront, si besoin est, les modalités d'application du présent décret.

Article 11. Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 12. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait le 13 octobre 1999

Signé : Henri Konan BEDIE

DECRET N° 99-594 du 13 octobre 1999
Fixant les modalités d'application au Domaine
Foncier Rural coutumier de la Loi n°98-750 du
23 décembre 1998

TITRE 1. DEFINITION DES PROCEDURES DE REALISATION DES
ENQUETES OFFICIELLES DE CONSTAT DE DROITS SUR LE DOMAINE
FONCIER RURAL COUTUMIER

Article 1. Toute personne, tout groupement informel d'ayants droit se disant détenteur de droits sur le Domaine Foncier Rural coutumier, doit faire constater ces droits dans les délais prescrits par la loi N°98-750 susvisée. Le constat est effectué au terme d'une enquête officielle réalisée aux frais du demandeur selon les modalités déterminées par les articles ci-après.

SECTION I: LA DEMANDE D'ENQUETE

Article 2. La demande d'enquête en vue de l'établissement d'un Certificat Foncier est adressée au Sous-Préfet compétent en sa qualité de Président du Comité de Gestion Foncière Rurale.

Elle est rédigée selon le formulaire défini par arrêté du Ministre d'Etat Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Elle comporte :

- des informations sur l'identité du demandeur,
- la désignation sommaire du bien foncier coutumier,
- le choix par le demandeur d'un opérateur technique sur une liste d'agrément arrêtée par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Les modalités d'inscription et de radiation sur la liste d'agrément, sont fixées par arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et du Ministre de l'Economie et des Finances.

SECTION II : LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Article 3. Dès réception de la demande, le Sous-Préfet désigne un commissaire-enquêteur sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Si l'enquête est diligentée dans le cadre d'un programme public d'intervention, la désignation du commissaire-enquêteur est effectuée par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Le Sous-Préfet déclare l'ouverture de l'enquête par affichage à la Sous-Préfecture, dans les services extérieurs du Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, au village concerné, en tout lieu utile aux besoins de l'enquête, et par communiqué radiodiffusé.

Article 4. Le commissaire-enquêteur constitue une équipe d'enquête qui comprend, un représentant du Conseil de village, un représentant du Comité Villageois de Gestion Foncière, le gestionnaire du bien foncier concerné. Aux personnes précitées se joignent les voisins limitrophes, le demandeur et toute autre personne requise pour les nécessités de l'enquête.

Article 5. L'enquête aboutit à :

- la constitution d'un dossier de délimitation,
- l'établissement d'un procès-verbal de recensement des droits coutumiers.

Article 6. Le dossier de délimitation comprend les documents énoncés ci-dessous.

6.1) Un plan du bien foncier faisant apparaître les parcelles limitrophes. Ce plan est établi par l'opérateur technique agréé conformément aux normes topo-cartographiques suivantes :

- échelle du 1/10.000^{ième} ou échelle plus grande si nécessaire,
- rattachement au Réseau Géodésique Ivoirien,
- indication du nord vrai,
- précision de l'ordre du mètre,
- indication d'au moins deux points d'appui géoréférencés.

Le plan ainsi établi est signé par l'opérateur technique agréé.

Il peut être réalisé par la méthode topographique classique dite goniométrique, ou par l'utilisation de supports photocartographiques géoréférencés, ou par toute autre méthode à la condition de respecter les normes ci-dessus.

En cas de levé non conforme, la reprise du plan est effectuée aux frais de l'opérateur technique agréé.

Un arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et du Ministre de l'Economie et des Finances fixe les modalités de réalisation et de présentation de ce plan.

6.2) Un constat des limites est établi par l'opérateur technique agréé suivant un formulaire défini par arrêté du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales. Ce constat est signé par les parties présentes et par l'opérateur technique agréé. L'établissement de ce constat nécessite une matérialisation suffisante, éventuellement provisoire, notamment par fayonnage ou paquettage, des limites sur le terrain, aux fins de reconnaissance visuelle par les parties présentes.

Article 7. Au procès-verbal de recensement des droits coutumiers sont annexés les documents suivants :

- 7.1) une fiche démographique, visant à recenser les personnes concernées par l'enquête,
- 7.2) un dossier foncier comprenant un questionnaire et la déclaration du demandeur signée par celui-ci et approuvée par les parties concernées.

- 7.3.) en cas de droits coutumier collectifs, la liste exhaustive des détenteurs de ces droits,
- 7.4.) éventuellement, un dossier des litiges fonciers identifiés comprenant les déclarations des parties en conflit signées par celles-ci,
- 7.5.) le cas échéant, un état des droits de propriété ou des droits de concession ou d'occupation accordés par l'Administration.

Les documents ci-dessus, sont définis par arrêté du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

SECTION III: LA VALIDATION DE L'ENQUETE

Article 8. La validation de l'enquête est préparée par la publicité de celle-ci dans les villages concernés. Cette publicité est effectuée par le commissaire enquêteur sous l'autorité du Comité Villageois de Gestion Foncière Rurale et comprend les étapes suivantes :

- 8.1) l'annonce par affichage au village concerné, à la Sous-Préfecture et dans les services extérieurs du Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, du lieu et de la date de la séance publique de présentation des résultats de l'enquête,,
- 8.2) la séance publique de présentation des résultats de l'enquête et l'ouverture d'un registre des accords et oppositions, tenu par le Comité Villageois de Gestion Foncière Rurale.
- 8.3) la clôture de la publicité après une période de trois mois à compter de la séance publique prévu en 8.2) ci-dessus, par la tenue d'une séance publique au cours de laquelle sont lues, discutées et consignées dans un procès-verbal signé par les parties présentes, les remarques formulées sur le registre des accords et oppositions.

Article 9. Après clôture de la publicité, le procès-verbal de publicité est remis au Comité Villageois de Gestion Foncière Rurale pour approbation et signature éventuelle d'un constat d'existence continue et paisible de droits coutumiers.

Le dossier complet est adressé au Comité de Gestion Foncière Rurale de la Sous-Préfecture pour validation, notification au demandeur et transmission à la Direction Départementale de l'Agriculture et des Ressources Animales pour exploitation.

Le demandeur insatisfait peut introduire une ultime demande d'enquête dans un délai maximal de 6 mois à compter de la validation de l'enquête.

Passé ce délai, les résultats de l'enquête peuvent être utilisés par tout ayant-droit déterminé par l'enquête, auquel cas cet ayant-droit remboursera au demandeur les frais de l'enquête au prorata des superficies concernées.

Article 10. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales prend toutes dispositions pour assurer la supervision et le contrôle de la régularité des enquêtes officielles effectuées.

TITRE II: ETABLISSEMENT, PUBLICATION ET GESTION DU CERTIFICAT FONCIER

SECTION 1: ETABLISSEMENT DU CERTIFICAT FONCIER

Article 11. Dès réception du dossier de l'enquête officielle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales contrôle ce dossier et prépare le Certificat Foncier qu'il soumet à la signature du Préfet de Département.

Article 12. Le Certificat est enregistré par le Directeur de l'Agriculture et des Ressources Animales et timbré aux frais du titulaire selon un barème établi par conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Une copie conforme est remise:

- soit au titulaire lui-même ou à son représentant porteur d'un mandat spécial légalisé par le sous-préfet, dans le cas d'un certificat individuel,
- soit au représentant légal de la personne morale titulaire,
- soit au gestionnaire du groupement informel désigné par les membres dudit groupement dont la liste est jointe au Certificat.

Article 13. Le plan du bien foncier est joint au Certificat.

Article 14. Au Certificat est annexé un cahier des charges signé par le Préfet de Département et le titulaire, précisant :

- dans tous les cas, l'obligation de mise en valeur des terres, celle-ci étant appréciée en tenant compte des pratiques suivies dans la région en matière de jachère
- le cas échéant, la liste des occupants de bonne foi, mais non admis au bénéfice du certificat foncier, dont les droits seront confirmés par le titulaire du certificat de façon juste et équitable pour les deux parties, aux clauses et conditions du bail emphytéotique et conformément aux loyers en vigueur fixés par textes réglementaires
- le cas échéant, l'existence de servitudes particulières ou d'infrastructures réalisées par l'Etat ou par des tiers et dont l'usage est réglementé
- les conditions d'immatriculation au Livre Foncier telles que précisées par le Titre III ci-après.

SECTION-II: PUBLICATION DU CERTIFICAT

Article 15. Le Certificat est publié au Journal Officiel par le Préfet de Département.

SECTION III: GESTION DU CERTIFICAT

Article 16. Dès sa parution au Journal Officiel, le Certificat Foncier confère au groupement informel qui en est titulaire, la capacité d'ester en Justice et d'entreprendre tous les actes de gestion relatifs au bien foncier concerné.

Article 17. En cas de décès ou d'empêchement du gestionnaire d'un groupement informel, les membres de celui-ci désignent un nouveau gestionnaire et en informent le Comité villageois de Gestion Foncière Rurale qui notifie la désignation au Comité sous-préfectoral dont il dépend.

Le Comité sous-préfectoral informe le Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales. Celui-ci prend acte de la modification ainsi survenue et l'enregistre.

Article 18. En cas de décès de son titulaire, le Certificat individuel tombe dans la succession du de cujus et est traité comme tel.

Un nouveau Certificat est établi en faveur des héritiers reconnus et publié comme il est dit à l'article 15 ci-dessus.

Article 19. En cas de liquidation de la personne morale titulaire du Certificat ce dernier fait partie des actifs.

Article 20. Les Certificats sont cessibles.

La cession est déclarée par les deux parties concernées au Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales. Celui-ci prépare un nouveau Certificat qu'il soumet à la signature du Préfet de Département.

Le nouveau Certificat est soumis aux formalités prévues à l'article 12 ci-dessus.

Il n'est remis au nouveau titulaire qu'après annulation du premier Certificat.

Article 21. Le bien foncier objet du Certificat peut être morcelé.

Le bien foncier objet d'un Certificat collectif peut être morcelé au profit des membres du groupement ou de tiers.

Dans tous les cas de morcellement, déclaration en est faite au Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales qui prépare de nouveaux Certificats.

Ceux-ci sont soumis aux formalités prévues à l'article 12 ci-dessus.

Ils ne sont remis à leurs titulaires qu'après annulation du premier Certificat.

Article 22. Dans les cas prévus par les articles 20 et 21 ci-dessus, l'intervention de l'Administration porte exclusivement sur l'aspect foncier de la cession.

Article 23. Le bien foncier objet d'un Certificat peut être loué.

TITRE III : IMMATRICULATION D'UN BIEN DU DOMAINE FONCIER RURAL COUTUMIER

Article 24. Le détenteur légal d'un Certificat Foncier dispose d'un délai de trois ans pour requérir l'immatriculation du bien foncier concerné.

Le délai de trois ans court à compter de la signature du Certificat par le Préfet.

En cas de cession ou de morcellement, le délai court à compter de la signature du Certificat initial.

Article 25. La requête d'immatriculation formulée par le requérant est remise au Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales. Elle est ensuite adressée au Préfet de

Département qui la transmet au Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales pour contrôle et transmission au Conservateur de la propriété foncière.

Article 26. L'immatriculation est effectuée par le Conservateur dans un délai maximal de trois mois à compter de la réception de la requête.

Le barème des frais d'immatriculation à la charge du requérant est établi par arrêté conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Article 27. Aucune cession de tout ou partie du bien foncier n'est autorisée au cours de la procédure prévue aux articles 25 et 26 ci-dessus.

Article 28. L'immatriculation est faite au nom du titulaire du Certificat s'il est admis par la loi n°98-750 susvisée à être propriétaire du Domaine Foncier rural.

En cas de Certificat collectif ou d'indivision entre des héritiers, l'immatriculation est faite, après morcellement, au nom des divers membres du Groupement ou de l'indivision ou au nom de l'Etat en cas de conflits.

Article 29. Lorsque le titulaire du Certificat n'est pas admis à être propriétaire du Domaine Foncier Rural, l'immatriculation est faite au nom de l'Etat avec promesse de contrat de location.

Article 30. Passé le délai de trois ans imparti par l'article 24 ci-dessus, l'immatriculation est faite au nom de l'Etat sur requête du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales.

Le titulaire du Certificat Foncier est informé de cette procédure. Il dispose alors d'un délai de trois mois non renouvelable pour requérir le transfert de l'immatriculation à son nom ou, s'il ne peut être admis à être propriétaire, pour requérir un contrat de location. Dans les deux cas, il est redevable envers l'Administration du remboursement des frais d'immatriculation.

TITRE IV: SANCTIONS

Article 31. Tout Certificat Foncier établi en infraction aux dispositions du présent décret est nul de plein droit.

Ses auteurs sont passibles des sanctions administratives et judiciaires prévues par les textes en vigueur.

TITRE V: DISPOSITIONS FINALES

Article 32. Des arrêtés fixent autant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Article 33. Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 34. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait le 13 octobre 1999

Signé : Henri Konan BEDIE

DECRET N° 99-595 du 13 octobre 1999
Fixant la procédure de consolidation des droits des
concessionnaires provisoires de terres du Domaine
Foncier Rural

Article 1. Les concessionnaires à titre provisoire de terres du Domaine Foncier Rural sont tenus, sauf à y renoncer,, de consolider leurs droits ainsi qu'il est précisé aux articles ci-après.

SECTION 1: CAS DES CONCESSIONS PROVISOIRES SOUS RESERVE DES
DROITS DES TIERS

Article 2. Le concessionnaire remet au Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales une requête d'immatriculation au Livre Foncier, des terres dont il est concessionnaire.

Article 3. A la requête rédigée sur papier libre est joint un dossier d'immatriculation comportant :

- une fiche de renseignements sur l'identité du demandeur
- un exemplaire enregistré de l'arrêté de concession provisoire
- le procès-verbal de constat de mise en valeur établi par le Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales
- le calque d'un plan du bien foncier établi à l'échelle de 1/10 000ème ou à une plus grande échelle si nécessaire et rattaché au Réseau Géodésique Ivoirien, daté et signé par un géomètre agréé et douze tirages de ce plan.

Article 4. Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales délivre un récépissé de la requête et du dossier après vérification.

Aucune requête n'est recevable passé le délai de mise en valeur imparti par l'acte de concession, ce délai étant majoré d'une durée de trois ans comme il est dit à l'article 6 de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 susvisée.

Si le délai fixé par l'acte de concession est atteint à la date de publication de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 au Journal Officiel, un délai de trois ans à compter de cette même date est accordé au concessionnaire pour introduire son dossier d'immatriculation.

Article 5. La requête et le dossier d'immatriculation sont transmis par le Directeur de la Réglementation et des Affaires Domaniales Rurales au Conservateur de la propriété foncière qui, après acceptation,, en publie l'avis au Journal officiel.

Article 6. L'avis prévu à l'article 5 ci-dessus est affiché à la préfecture, à la sous-préfecture, au village, à la communauté rurale, à la région, à la commune, à la Chambre d'Agriculture, à la Direction Départementale de l'Agriculture et des Ressources Animales localement concernés et au Tribunal compétent.

Article 7. L'affichage est maintenu pendant une période de trois mois au cours de laquelle les contestations et réclamations sont reçues, sous forme d'opposition, par les autorités administratives et communales des lieux d'affichage.

Article 8. En cas de contestation ou de réclamation, le Sous-Préfet, en sa qualité de Président du Comité de Gestion Foncière Rurale de la Sous-Préfecture, en saisit le Comité villageois de Gestion Foncière Rurale compétent dispose d'un délai d'un mois pour régler le litige l'amiable. Il en notifie les au Préfet de Département.

Article 9. A défaut d'accord amiable au terme de la procédure à l'article 8 ci-dessus, le litige est soumis à la décision d'une Commission spéciale présidée par le Préfet de Département et qui comprend:

- un représentant du Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
- un représentant du Ministère de l'Environnement et de la Forêt
- un représentant du Ministère du Logement et de l'Urbanisme
- un représentant du Ministère des Infrastructures Economiques
- un représentant du service du Cadastre.

La Commission peut faire appel à toutes personnes utiles à la bonne fin de ses travaux.

Article 10. Au cas où la mise en œuvre des articles 8 et 9 ci-dessus lèse les intérêts financiers du concessionnaire provisoire, réparation doit lui en être faite, de façon juste et équitable, selon les modalités précisées par le Comité de Gestion Foncière Rurale ou la Commission spéciale selon les cas.

Article 11. Sur constat de non opposition ou après règlement des litiges comme il est dit aux article 8 et 9 ci-dessus, le Préfet de Département transmet les certificats d'affichage, les constats de non opposition ou les actes de règlement des litiges au Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales qui en saisit le Conservateur de la propriété foncière pour immatriculation.

Lorsque l'ancien concessionnaire est une personne physique ivoirienne, il peut, à sa demande, obtenir l'attribution de la pleine propriété du bien foncier.

Article 12. Les terres immatriculées au nom de l'Etat sont louées par l'Etat à l'ancien concessionnaire, d'accord parties et dans le respect des dispositions de la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 susvisée.

Article 13. Passés les délais prévus à l'article 4 ci-dessus, les terres concernées seront considérées comme étant sans maître et l'Etat en disposera librement.

Article 14. Les dispositions du présent décret s'appliquent à tous les cas d'occupation du Domaine Foncier Rural dûment autorisés par les autorités compétentes.

SECTION II : CAS DES CONCESSIONS PROVISOIRES PURES ET SIMPLES

Article 15. Le titulaire d'une concession provisoire pure et simple doit, dans le délai précisé par l'article 4 ci-dessus :

- déposer au Ministère d'Etat Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales le procès-verbal de constat de mise en valeur établi par le Directeur Départemental de l'Agriculture et des Ressources Animales compétent
- requérir, selon les cas, l'attribution de la pleine propriété ou l'octroi d'un contrat de location.

SECTION III : DISPOSITIONS FINALES

Article 16. Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 17. Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de la Décentralisation et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait le 13 octobre 1999

Signé : Henri Konan BEDIE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DES RESSOURCES ANIMALES

DIRECTION REGIONALE D'ABENGOUROU

DIRECTION DEPARTEMENTALE D'ABENG

BUREAU DES AFFAIRES DOM. RUR. D'ABENG.

N° 18/97

VALUR AU du 28.10.1997

CONCESSIONNAIRE : MR. ZONGO BOUARI

PLANTEUR A : ASSEMANOU S/P D'ABENG.

NATURE : CF CC - FN J

CONTENANCE : 26,40 Ha

TABEAU
DES
COORDONNEES

Bornes	Angles gr	Distances m	Bornes	Angles gr	Distances m
1	2	380	100		
2	3	370	100		
3	4	11	150		
4	5	01	90		
5	6	374	240		
6	7	24	90		
7	8	51	90		
8	9	94	50		
9	10	65	160		
10	11	208	120		
11	12	165	80		
12	13	111	60		
13	14	128	110		
14	15	193	120		
15	16	209	240		
16	17	230	150		
17	18	182	100		
18	1	294	250		

Echelle : 1/10 000

Dressé par : MR. COULIBALY MAMADOU

Leveillé : 17-08-94 Par MR. SORO NAHOUA
 Le Directeur Départemental
 M. AGUESSAN
 Ingénieur Agronome

Abidjan, septembre 2000

Diagnostic du Foncier Rural Ivoirien

**Questionnaire s'inscrivant dans le cadre d'un stage de mastère
spécialisé en aménagement foncier et systèmes cadastraux.**

Auteur :

James Brice KOUTHON, Elève en Mastère AFSC

Veillez s'il vous plaît répondre au questionnaire ci-joint concernant le diagnostic du système foncier rural ivoirien.

Merci d'avance.

Nom du Répondant :

Service du Répondant :

Fonction du Répondant :

QUESTIONNAIRE

Le but de ce questionnaire est d'identifier les paramètres principaux pouvant caractériser les données foncières rurales.

Ce questionnaire est organisé en plusieurs thèmes. Une description du thème est énoncée dans l'objet général de la fonction et les préoccupations relatives au foncier rural ivoirien sont dans la rubrique « questions ».

Légende :

☐ Un choix exclus les autres

☐ Possibilité de choisir plusieurs options à la fois

Thème Localisation

Objet général de la fonction :

Situation des biens fonciers recensés les uns par rapport aux autres.

Questions

Type de Localisation	<input type="checkbox"/> Topométrique (Coordonnées X, Y) <input type="checkbox"/> Pseudotopométrique (Distance et Angle par rapport à un point X, Y) <input type="checkbox"/> Postal	OBSERVATIONS :
Localisation sur le terrain	<input type="radio"/> Bornage <input type="radio"/> Eléments Naturels <input type="radio"/> Aucun	OBSERVATIONS :
Précision de la localisation	 * Précision Topométrique * Autres Précisions	OBSERVATIONS :

Observations générales sur le thème localisation

Thème Identification

Objet général de la fonction :

Donner un indicatif permettant d'individualiser et de retrouver (fonction classante).

Questions

Type d'identification	<input type="checkbox"/> Personnelle <input type="checkbox"/> Réelle (Par un identifiant lié à la parcelle) <input type="checkbox"/> Chronologique	OBSERVATIONS :
Service chargé de l'identification	Dans le cas personnel : Dans le cas Réel : Dans le cas Chronologique :	

Observations générales sur le thème Identification

Thème Description et Représentation des biens

Objet général de la fonction :

Description et représentation des limites des biens et des objets.

Questions

Type de limite adoptée	<p><input type="radio"/> limite approchée (Limite prise quand tous les partis ne sont pas présents)</p> <p><input type="radio"/> limite visible (Limite des éléments naturels ou artificiels comme les clôtures..)</p> <p><input type="radio"/> limite juridique</p> <p><input type="radio"/> limite apparente (limite indiquée par un présumé propriétaire ou un propriétaire apparent)</p>	OBSERVATIONS :
Dans le cas de limite juridique :	<p>* Règlements de contestation</p> <p>* Les possibilités de recours</p>	

<p>Quels objets représentés</p>	<p><input type="checkbox"/> Bâtiment</p> <p><input type="checkbox"/> Cours d'eau</p> <p><input type="checkbox"/> Réseau routier</p> <p><input type="checkbox"/> Limites terroirs</p> <p><input type="checkbox"/> Limite parcellaire de propriété</p> <p><input type="checkbox"/> Limite d'exploitation agricole</p> <p><input type="checkbox"/> Autres réseaux</p> <p><input type="checkbox"/> Autres limites</p>	<p>OBSERVATIONS :</p>
---------------------------------	---	-----------------------

Observations générales sur le thème description et représentation des biens

Thème Processus d'Appropriation

Objet général de la fonction :

Donner à chaque objet les étapes qui conduit aux droits recensés sur le terrain.

Questions

Etapas	<input type="checkbox"/> Attribution <input type="checkbox"/> Concession provisoire <input type="checkbox"/> Constat de mise en valeur <input type="checkbox"/> Concession définitive <input type="checkbox"/> Titre Foncier <input type="checkbox"/> Autres Etapes	OBSERVATIONS :
--------	--	----------------

Observations générales sur le thème Processus d'Appropriation

Thème Evaluation et fiscalité

Objet général de la fonction :

Donner à chaque objet une estimation représentative de l'emploi au titre duquel il est recensé afin de fiscaliser ou non.

Questions

Base de l'évaluation	<input type="checkbox"/> Valeur vénale <input type="checkbox"/> Valeur locative <input type="checkbox"/> Valeur de productivité <input type="checkbox"/> Valeur de rendement <input type="checkbox"/> Autres valeurs	OBSERVATIONS :
Emploi de l'évaluation	<input type="checkbox"/> Revenus fonciers <input type="checkbox"/> Revenus d'exploitation <input type="checkbox"/> Fiscalités <input type="checkbox"/> Autres emplois	OBSERVATIONS :
Dans le cas de la fiscalité	Types d'impôts : Base d'évaluation : Maintenance de cette base :	OBSERVATIONS :

Observations générales sur le thème Evaluation et fiscalité

Thème Attribution

Objet général de la fonction :

L'attribution est le lien existant entre un bien foncier et une personne morale ou physique.

Questions

<p>Catégorie des biens à recenser</p>	<p><input type="checkbox"/> Domaine public</p> <p><input type="checkbox"/> Domaine privé</p> <p><input type="checkbox"/> Propriété privée</p> <p><input type="checkbox"/> Biens vacants et sans maîtres</p> <p><input type="checkbox"/> Autres biens</p>	<p>OBSERVATIONS :</p> <p>Le sort réservé aux biens vacants et sans maîtres :</p>
<p>Catégories des droits à recenser</p>	<p><input type="checkbox"/> Réels</p> <p><input type="checkbox"/> Personnels</p> <p><input type="checkbox"/> Coutumiers non formalisés</p> <p><input type="checkbox"/> Coutumiers formalisés</p> <p><input type="checkbox"/> autres droits</p>	<p>OBSERVATIONS :</p>

Suite du thème attribution

Identification des attributaires		
Personnes Physiques	<input type="checkbox"/> Nom <input type="checkbox"/> Prénoms <input type="checkbox"/> Date de naissance <input type="checkbox"/> Lieu de naissance <input type="checkbox"/> Conjoint(s) <input type="checkbox"/> Profession <input type="checkbox"/> Domicile <input type="checkbox"/> Surnom, Pseudonyme <input type="checkbox"/> Filiation <input type="checkbox"/> N° National d'identité	<p>OBSERVATIONS :</p> <p>Justificatifs d'identité :</p>
Personnes Morales	<input type="checkbox"/> Nature juridique <input type="checkbox"/> Dénomination <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Date et lieu de dépôt de statut <input type="checkbox"/> N° d'immatriculation	<p>OBSERVATIONS :</p> <p>Justificatifs d'identité</p>

Observations générales sur le thème Attribution

Thème Information des services et des usagers privés

Objet général de la fonction :

Mettre à la disposition des services et des usagers la documentation nécessaire à la conduite des travaux.

Questions

Services utilisateurs	<input type="radio"/> Obligation de délivrance d'information <input type="radio"/> Requêtes soumises à études	OBSERVATIONS : Contribution financière :
Usagers privés	<input type="radio"/> Obligation de délivrance d'information <input type="radio"/> Requêtes soumises à études	OBSERVATIONS : Contributions financières :

Observations générales sur le thème Information des services et des usagers privés